Consultations sur le nouveau programme de main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture et la transformation du poisson – Document de discussion #2 / Consultations on the New Foreign Labour Program for Agriculture and Fish Processing – Discussion Paper #2

English follows / *La versión española sigue*

Bonjour,

Le Programme des travailleurs étrangers temporaires (Programme des TET) a le plaisir de vous partager le deuxième document de discussion sur le nouveau programme de main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture et la transformation du poisson, qui se concentre sur **les professions admissibles (**« champ d'application professionnel »).

Veuillez noter que les pièces jointes suivantes ont été incluses, en anglais, français et espagnol :

- Une note fournissant des instructions et renseignements utiles pour vous aider à fournir votre rétroaction (partagé précédemment); et,
- Le document de discussion n° 2 sur le champ d'application professionnel.

Le Programme des TET vous invite à soumettre vos commentaires écrits sur les questions de discussion ci-jointes, ainsi que toute autre rétroaction ou suggestion que vous souhaitez partager, au plus tard **le vendredi 8 novembre 2024**, à l'adresse suivante : edsc.dgce.tet-tfw.seb.esdc@hrsdc-rhdcc.gc.ca.

Nous vous encourageons également à partager ces documents dans vos réseaux respectifs afin que d'autres personnes qui souhaiteraient participer à ce processus de consultation aient la possibilité de le faire.

En outre, veuillez noter que d’autres documents de discussion seront partagés afin de recueillir vos commentaires sur les sujets suivants:

- Permis de travail lié à un volet spécifique;
- Le transport;
- Salaires et retenues; et,
- Dispositions en matière de soins de santé.

Pour rappel, le Programme des TET a récemment tenu des consultations avec les principaux partenaires et parties prenantes en offrant un aperçu du nouveau programme de main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture et la transformation du poisson au printemps 2024, et a partagé le premier document de discussion sur le logement fourni par l'employeur le 2 août, 2024. Nous remercions les personnes qui ont pu participer à ces consultations préliminaires ainsi que pour leur rétroaction initiale que nous avons reçue. Les commentaires recueillis en réponse à ces documents de discussions seront utilités pour finaliser les principales caractéristiques et le calendrier de mise en œuvre du nouveau volet.

Nous avons hâte de recevoir votre rétroaction et de travailler avec vous sur cette importante initiative.

Cordialement,

Programme des travailleurs étrangers temporaires

Emploi et développement social Canada

***

Hello,

The Temporary Foreign Worker (TFW) Program is pleased to share the second Discussion Paper on the New Foreign Labour Program for Agriculture and Fish Processing which focusses on the proposed **Occupational Scope.**

The following attachments have been included in English, French and Spanish:

- An instructional cover note with useful information to facilitate your review (previously shared); and,
- Discussion Paper #2 on Occupational Scope.

The TFW Program invites you to submit written feedback on the Discussion Questions enclosed in the paper, alongside any additional views and suggestions you wish to share by **Friday, November 8, 2024,** to: edsc.dgce.tet-tfw.seb.esdc@hrsdc-rhdcc.gc.ca.

You are also encouraged to circulate these documents to your networks so that others that may wish to participate in this consultation process are provided with an opportunity.

Further, please note that additional discussion papers will be shared for your feedback on the following topics:

- Stream-Specific Work Permits;
- Transportation;
- Wages and Deductions; and,
- Healthcare Provisions.

As a reminder, the TFW Program began consultation with key partners and stakeholders on this initiative via a presentation of an outline for the New Foreign Labour Program for Agriculture and Fish Processing in Spring 2024, and shared the first Discussion Paper on Employer-Provided Accommodations on August 2, 2024. We extend our gratitude to those who were able to participate in these preliminary consultations and for feedback we have received so far. The feedback obtained in response to these Discussion Papers will be used to inform the finalization of key stream features and timelines for implementation.

We look forward to hearing from you and continuing to work with you on this important initiative.

Regards,

The Temporary Foreign Worker Program

Employment and Social Development Canada

***

Saludos,

El Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales (TET) se complace en compartir el segundo documento de discusión sobre el Nuevo Programa de Mano de Obra Extranjera para la Agricultura y la Transformación del Pescado, centrado en el **ámbito ocupacional.**

Tengan en cuenta que se han incluido los siguientes anexos en inglés, francés y español:

- Una nota de presentación instructiva con información útil para facilitar su revisión (compartido anteriormente); y,
- Documento de discusión nº 2 sobre el ámbito ocupacional.

El Programa TET les invita a enviar sus comentarios por escrito sobre las preguntas de discusión adjuntas, junto con opiniones y sugerencias adicionales que desee compartir antes del **viernes 8 de noviembre de 2024** a: edsc.dgce.tet-tfw.seb.esdc@hrsdc-rhdcc.gc.ca.

También les animamos a que distribuyan estos documentos entre sus redes de contactos para que otras personas que deseen participar en este proceso de consulta tengan la oportunidad de hacerlo.

Además, tengan en cuenta que otros documentos de discusión serán compartidos para recopilar sus comentarios sobre los siguientes temas:

- Permisos de trabajo específico por componente;
- Transporte;
- Salarios y deducciones; y,
- Disposiciones relativas a la asistencia de salud.

Como recordatorio, el Programa TET ha consultado recientemente a los principales socios y partes interesadas sobre un esquema del Nuevo Programa de Mano de Obra Extranjera para la Agricultura y la Transformación del Pescado en la primavera de 2024, y compartió el primer documento de discusión sobre el alojamiento proporcionado por el empleador el 2 de agosto de 2024. Extendemos nuestra gratitud a quienes han podido participar en estas consultas preliminares y por los comentarios que hemos recibido hasta ahora. La información obtenida en respuesta a estos documentos de discusión se utilizará para ultimar las principales características y los plazos de aplicación del componente nuevo.

Esperamos tener noticias suyas y trabajar con ustedes en esta importante iniciativa en los próximos meses.

Saludos cordiales,

Programa de trabajadores extranjeros temporales

Empleo y Desarrollo Social Canadá

Approche du gouvernement du Canada pour solliciter des rétroactions sur le nouveau programme de main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture et la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires

Instructions pour la présentation des rétroactions

Government of Canada Approach for Soliciting Feedback on the Temporary Foreign Worker Program's New Foreign Labour Program for Agriculture and Fish Processing Stream

Instructions for Submitting Feedback

Enfoque del Gobierno de Canadá para solicitar comentarios sobre el nuevo programa de trabajo para el componente agrícola y de transformación de pescado

Instrucciones para presentar comentarios

Approche du gouvernement du Canada pour solliciter des rétroactions sur le nouveau programme de main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture et la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires : Instructions pour la présentation des rétroactions

Table des matières

1. Introduction 2
2. Contexte 2
3. Voie à suivre 3
4. Stratégie de consultation des intervenants 3
5. Éléments à prendre en compte lors de l'examen des documents de discussion 4
6. Processus de présentation des suggestions 5
7. Annexes : 7
Annexe A : Caractéristiques proposées pour le nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires 7
Annexe B : Champ professionnel du nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires 9

1. Introduction

L'objectif de ce document est de fournir des renseignements sur la stratégie de consultation des intervenants proposée par le gouvernement du Canada pour le nouveau volet de main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture et la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires, ainsi que sur le processus de contribution des intervenants à ce nouveau volet.

2. Contexte

Chaque année, plus de 66 000 travailleurs étrangers temporaires entrent au Canada pour travailler dans les secteurs de l'agriculture primaire et de la transformation saisonnière du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes du pays.

Ces travailleurs jouent un rôle essentiel dans la protection de la sécurité alimentaire du Canada en occupant des emplois qui connaissent des pénuries de main-d'œuvre persistantes et de longue durée.

En raison de la nature du travail et des conditions d'emploi, ces secteurs éprouvent de grandes difficultés à embaucher et à retenir les travailleurs canadiens et les résidents permanents, ce qui a entraîné une dépendance systémique à l'égard des travailleurs étrangers temporaires pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre.

Dans le cas de l'agriculture primaire, par exemple, cela se traduit par des décennies de dépendance à l'égard de mécanismes de programmes comprenant des accords bilatéraux avec des pays étrangers (p. ex. le Programme des travailleurs agricoles saisonniers) afin de garantir des réserves de main-d'œuvre essentielles.

L'embauche de travailleurs étrangers temporaires pour occuper ces postes est donc primordiale pour la sécurité alimentaire du Canada, ainsi que pour l'économie et la compétitivité du pays sur le marché mondial.

Il est important de veiller à ce que ces travailleurs bénéficient de conditions de travail et de vie sûres. Bien que les travailleurs étrangers temporaires bénéficient des mêmes droits et protections que les Canadiens et les résidents permanents, les travailleurs étrangers temporaires qui travaillent généralement dans le secteur agricole canadien et dans la transformation saisonnière du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes sont souvent confrontés à des vulnérabilités supplémentaires que ne connaissent pas les autres travailleurs. Ces vulnérabilités peuvent les empêcher de connaître, de défendre et d'exercer leurs droits et d'accéder aux mesures d'aide et/ou ressources de la communauté. Ils travaillent et vivent souvent dans des régions rurales isolées, ce qui les rend plus susceptibles de dépendre de leur employeur pour l'hébergement sur place, le transport et les services de base.

3. Voie à suivre

La création du volet de l'agriculture et de la transformation du poisson dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires, qui a été annoncée dans le budget fédéral 2022, offre à Emploi et Développement social Canada (EDSC) et à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), ainsi qu'aux intervenants clés, l'occasion de faire des progrès considérables en matière de protection de travailleurs. Parallèlement, la création d'un nouveau volet offre la possibilité de moderniser le Programme des travailleurs étrangers temporaires afin de mieux répondre aux besoins en main-d'œuvre des producteurs alimentaires du Canada, ce qui inclut l'extension d'un traitement similaire au secteur de la transformation saisonnière du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes.

Voir l'annexe A pour une vue d'ensemble des mesures proposées et de leurs avantages.

4. Stratégie de consultation des intervenants

Entre mars 2024 et mai 2024, EDSC et IRCC ont organisé des séances de mobilisation initiale avec les principaux partenaires et intervenants au sujet du nouveau volet. Des réunions ont été organisées avec le Mexique, les pays des Caraïbes participant au PTAS, des représentants de l'industrie de l'agriculture primaire, de la transformation du poisson et des fruits de mer et de l'industrie alimentaire, des organisations représentant le point de vue des travailleurs étrangers temporaires et des représentants des gouvernements provinciaux/territoriaux.

Au cours de ces séances d'information, le gouvernement du Canada a annoncé son intention de collaborer avec les principaux partenaires et intervenants au cours des prochains mois afin de solliciter des suggestions et des rétroactions sur les principaux sujets étudiés dans le cadre du nouveau volet, par le biais de six documents de discussion.

Les documents poseront des questions ciblées sur des sujets clés explorés dans le cadre du nouveau volet, notamment : un permis de travail spécifique au volet (officiellement appelé permis de travail spécifique au secteur), les salaires et les déductions, le logement fourni par l'employeur, dispositions en matière des soins de santé, le transport et les professions admissibles sous le nouveau volet.

Les six documents de discussion seront envoyés progressivement aux intervenants au cours des prochains mois, et ceux-ci disposeront de 20 jours ouvrables pour les examiner et soumettre des commentaires écrits sur chacun d'entre eux. Les prolongations seront étudiées au cas par cas afin de garantir que tous les intervenants aient la possibilité de recueillir et de partager leurs apports.

Les renseignements communiqués par les intervenants dans le cadre de ces six documents de discussion serviront à étayer les décisions politiques définitives concernant les principales caractéristiques du nouveau volet, notamment les plans de transition, les travaux de réglementation et les calendriers de mise en œuvre.

L'objectif est qu'au début de l'année 2025, le gouvernement du Canada, après avoir examiné les documents reçus dans le cadre de ces consultations, soit en mesure d'annoncer plus en détail les nouvelles caractéristiques du volet et les plans de transition visant à faire passer progressivement les employeurs et les travailleurs à des exigences nouvelles ou améliorées dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires.

Dans le même temps, d'autres processus de consultation formelle pourraient être nécessaires en 2025 ou 2026 à la suite d'éventuelles modifications du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*.

5. Éléments à prendre en compte lors de l'examen des documents de discussion

Lors de l'examen des documents de discussion, veuillez noter que l'objectif est de mettre pleinement en œuvre le nouveau volet et le permis de travail spécifique au volet (formellement identifié comme le permis de travail spécifique au secteur) aussitôt que 2027.

Dans le même temps, les documents de discussion explorent les possibilités d'amener progressivement les employeurs et les travailleurs via l'établissement de mesures transitoires vers les caractéristiques du nouveau volet basé sur les volets existants du Programme des travailleurs étrangers temporaires, et ce, aussitôt que 2025.

L'objectif est qu'au moment de la mise en œuvre complète, le nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson remplace les quatre sous-volets d'agriculture primaire existants du Programme des travailleurs étrangers temporaires, et qu'il soit mis en œuvre dans le cadre de deux sous-volets :

- La catégorie des accords bilatéraux entre pays pour les travailleurs provenant de pays ayant signé des accords avec le Canada (p. ex. les pays participants au PTAS); et
- La catégorie source ouverte pour les travailleurs entrant au Canada en provenance de pays n'ayant pas conclu d'accords avec d'autres pays.

De plus, lors de l'examen des documents, veuillez-vous reporter à l'annexe B pour connaître les professions proposées pour le nouveau volet, qui ne comprend que des postes sélectionnés dans le secteur de l'agriculture primaire et le secteur saisonnier de la transformation du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes au Canada. Veuillez toutefois noter qu'un document de discussion portant sur les professions admissibles sous le nouveau volet sera partagé avec les intervenants pour qu'ils fournissent leurs commentaires. Ce document vise à recueillir votre avis sur les professions proposées, ainsi que sur toute autre profession que les intervenants souhaiteraient voir inclus dans le nouveau volet.

6. Processus de présentation des suggestions

Les intervenants sont invités à examiner les documents de discussion et à transmettre leurs commentaires à l'adresse électronique suivante, pendant la période de consultation :
edsc.dgce.tet-tfw.seb.esdc@hrsdc-rhdcc.gc.ca

Ce compte fait l'objet d'un suivi attentif afin de recueillir et colliger toutes les rétroactions reçues portant sur le nouveau volet.

Veuillez noter que votre rétroaction écrite est nécessaire étant donné le grand nombre d'intervenants invités à participer à l'élaboration du nouveau volet et pour s'assurer que les principales considérations et préoccupations des intervenants sont correctement prises en compte. Ce processus soutiendra le travail du gouvernement du Canada en vue d'aborder les principaux enjeux et d'y trouver des solutions potentielles. Il est donc conseillé, dans la mesure du possible, de fournir des réponses claires et concises aux questions posées dans les documents de discussion.

Bien que les questions soulevées sont importantes pour aider le gouvernement du Canada à déterminer l'impact que le nouveau volet aura sur les intervenants, ces questions ne sont destinées qu'à guider les rétroactions des intervenants sur les principales caractéristiques du volet. Les intervenants sont invités à fournir des suggestions qui vont au-delà des questions indiquées dans les documents de discussion.

Veuillez noter que, bien que le gouvernement du Canada prenne sérieusement en considération toutes les suggestions reçues dans le cadre de l'élaboration du nouveau volet, il ne peut garantir que tous les commentaires/préoccupations seront visiblement reflétés dans le nouveau volet.

7. Annexes :

Annexe A : Caractéristiques proposées pour le nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires.

Les intervenants seront largement consultés sur la conception des principales caractéristiques du volet et sur le calendrier de mise en œuvre, mais l'objectif d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) et d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) est de mettre en place un volet qui comprend les caractéristiques suivantes.

Caractéristiques principales de la protection des travailleurs :

Le nouveau volet propose des avancées importantes en matière de protection des travailleurs grâce à l'introduction d'un certain nombre de nouvelles caractéristiques et de modifications des exigences actuelles du Programme des travailleurs étrangers temporaires, notamment :

(1) La délivrance d'un nouveau permis de travail spécifique à un volet (officiellement appelé permis de travail spécifique à un secteur), qui donnerait aux travailleurs étrangers temporaires la possibilité de travailler dans n'importe quelle profession incluse dans le nouveau volet et de passer à un autre employeur avec une évaluation de l'impact sur le marché du travail (EIMT) ouverte, sans avoir à demander un nouveau permis de travail.

(2) L'introduction d'une nouvelle méthodologie salariale pour l'agriculture primaire afin de garantir que tous les travailleurs étrangers temporaires entrant dans le cadre du nouveau volet reçoivent les taux du marché pour leur travail.

(3) La mise à jour des exigences en matière de logement pour (A) garantir que les logements fournis par l'employeur sont conformes aux réglementations provinciales/territoriales canadiennes applicables dans les domaines clés de la santé et de la sécurité; et (B) garantir que tous les travailleurs disposent d'un logement qui a été inspecté et pour lequel des taux de déduction pour logement équitable ont été mis en place.

(4) La gestion des services de migration et d'assistance consulaire pour un plus grand nombre de travailleurs étrangers temporaires. Pour ce faire, le gouvernement du Canada et les pays d'origine du Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) étudieront les possibilités d'élargir le PTAS afin d'inclure des professions supplémentaires dans les secteurs canadiens de l'agriculture primaire et de la transformation saisonnière du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes. Ce développement permettra à un plus grand nombre de travailleurs étrangers temporaires de bénéficier des protections offertes aux travailleurs dans le cadre des accords de pays, y compris des services de recrutement éthique et d'assistance consulaire pendant toute la durée de leur séjour au Canada.

(5) Traitement prioritaire des permis de travail pour les travailleurs étrangers temporaires entrant dans le cadre d'accords nationaux.

Caractéristiques principales axées sur l'industrie :

Le nouveau volet propose d'inclure un certain nombre de caractéristiques et d'avantages afin de mieux répondre aux besoins spécifiques des employeurs :

(1) Une nouvelle méthodologie de déductions pour les travailleurs basée sur le marché afin de mieux refléter le marché du logement d'aujourd'hui et les coûts associés;

(2) Une nouvelle évaluation de l'impact sur le marché du travail (EIMT) renouvelable, qui soutient le travail saisonnier récurrent sur une période de deux ans, ainsi que la possibilité de repourvoir les postes;

(3) Traitement EIMT prioritaire pour tous les postes inclus dans le nouveau volet;

(4) Pas de plafond pour le pourcentage de travailleurs étrangers temporaires employés sur un lieu de travail pour tous les postes inclus dans le nouveau volet;

(5) Un service gratuit d'aide au recrutement et à la préparation des travailleurs pour un plus grand nombre d'employeurs offerts par les pays ayant signé des accords avec le Canada. Pour ce faire, le gouvernement du Canada et les pays participants au PTAS étudieront les possibilités d'élargir le champ des professions admissibles sous le PTAS. Ce développement permettra à un plus grand nombre d'employeurs de bénéficier des services fournis par les pays sources du PTAS; et

(6) Maintien de l'exonération des frais de dossier d'EIMT pour les travaux agricoles primaires uniquement.

Annexe B : Champ professionnel du nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires

Les intervenants seront invités à donner leur rétroaction sur les professions du nouveau volet, le champ d'application actuellement proposé comprend les postes suivants :

Agriculture primaire :

- Travail agricole primaire saisonnier* et à l'année dans tous les produits agricoles primaires (c'est-à-dire qui ne sont plus utilisés dans la Liste nationale des secteurs agricoles d'EDSC) dans les professions suivantes :
  - Manœuvres aux soins du bétail (CNP 85100)
  - Ouvriers spécialisés/ouvrières spécialisées dans l'élevage et opérateurs/opératrices de machineries agricoles (CNP 84120)
  - Manœuvres de pépinières et de serres (CNP 85103)
  - Manœuvres à la récolte (CNP 85101)

Transformation saisonnière du poisson et des fruits de mer

- Emplois saisonniers* dans le secteur de la transformation du poisson et des fruits de mer dans les professions suivantes :
  - Ouvriers/ouvrières dans les usines de transformation du poisson et de fruits de mer (CNP 94142)
  - Manœuvres dans la transformation du poisson et des fruits de mer (CNP 95107)

Transformation saisonnière des fruits et légumes primaires

- Travaux saisonniers* de transformation des fruits et légumes primaires, sensibles à la période et importants pour la conservation des fruits et légumes périssables et la prévention de leur détérioration.

- Ces postes sont classés comme Manœuvres dans la transformation des aliments et des boissons (CNP 95106) travaillant dans le secteur de la fabrication de conserves de fruits et de légumes et d'aliments de spécialité (SCIAN 3114).

- Cela dit, il convient de noter que tous les emplois dans le secteur de la transformation des aliments classés sous la rubrique CNP 95106 et/ou SCIAN 3114 ne sont pas admissibles dans le cadre du nouveau volet, étant donné que ces classifications comprennent des postes et des secteurs qui peuvent aller au-delà des emplois admissibles dans le secteur de la transformation des aliments.

*Le travail saisonnier est défini comme une durée d'emploi ne dépassant pas 270 jours.

Remarque : Bien qu'ils fassent l'objet d'une consultation des intervenants, les documents de discussion supposent que tous les autres postes dans le secteur de l'agriculture primaire et les emplois saisonniers dans la transformation du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes ne sont pas inclus dans le nouveau volet. Ces postes seront traités dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires pour les catégories salariales peu et hautement qualifiées, et ne se verront pas délivrer le nouveau permis de travail spécifique à ces catégories.

Government of Canada Approach for Soliciting Feedback on the Temporary Foreign Worker Program's New Foreign Labour Program for Agriculture and Fish Processing Stream: Instructions for Submitting Feedback

Contents

1. Context 11
2. Background 11
3. Path Forward 12
4. Stakeholder Consultation Strategy 12
5. Considerations when Reviewing the Discussion Papers 13
6. Process for Submitting Input 14
7. **Annexes:** 15
   Annex A: Proposed Features of the new Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing Stream: 15
   Annex B: Occupational Scope of the new Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing Stream 17

1. Context

The objective of this document is to provide information on the Government of Canada's proposed stakeholder consultation strategy for the new Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing stream, along with the process for providing stakeholder input on the new stream.

2. Background

Every year, over 66,000 temporary foreign workers enter Canada to work in the country's primary agriculture and seasonal fish, seafood and fruit and vegetable primary processing sectors.

These workers play a vital role in protecting Canada's food security by filling jobs that experience persistent and long-standing labour shortages.

Due to the nature of work and the conditions of the jobs, these sectors experience significant difficulties hiring and retaining Canadian and Permanent Residents workers, which has resulted in a systemic reliance on temporary foreign workers to address labour shortages.

In the case of primary agriculture for example, this is evidenced by decades of dependence on program mechanisms that have included bilateral agreements with foreign countries (i.e. the Seasonal Agricultural Workers Program) to secure critical labour supplies.

The hiring of temporary foreign workers to fill these positions is therefore paramount to Canada's food security, as well to the country's economy and competitiveness in the world market.

There is a need to ensure these workers are being provided with safe working and living conditions. While temporary foreign workers have the same rights and protections as Canadians and permanents residents, temporary foreign workers that generally work in Canada's agriculture sector and seasonal fish, seafood and primary fruit and vegetable processing, often experience additional vulnerabilities not experienced by other workers. These vulnerabilities can be difficult for them to know, advocate and exercise their rights and access community supports and/or resources. They also often work and live in isolated rural regions, making them more likely to rely on their employer for on-site accommodations, transportation and basic services.

3. Path Forward

The creation of the Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing Stream, which was announced in the federal 2022 budget, provides Employment and Social Development Canada (ESDC) and Immigration, Refugees and Citizenship Canada (IRCC), along with key stakeholders, with an opportunity to make significant advancement in worker protection. At the same time, the creation of a new stream provides us with an ability to modernize the Temporary Foreign Worker Program to better support the labour needs of Canada's food producers, which includes extending similar treatment to the seasonal fish, seafood and primary fruit and vegetable processing sector.

See annex A for an overview of proposed measures and benefits.

4. Stakeholder Consultation Strategy

Between March 2024 to May 2024, ESDC and IRCC conducted initial engagement sessions with key partners and stakeholders about the new stream. This included meetings with Mexico, Caribbean SAWP participating nations, Industry representatives from Primary Agriculture, Fish and Seafood Processing and Food processing, organizations that represent the views of temporary foreign workers and Provincial/Territorial Government representatives.

During these information sessions, the Government of Canada announced its planned approach of working with key partners and stakeholders over the coming months to solicit input and feedback on key topics being explored under the new stream, via the use of six discussion papers.

The papers will ask targeted questions on key topics explored under the new stream, including: a stream-specific work permit (formally referred to as a sector-specific work permit), wages and deductions, employer-provided accommodation, healthcare provisions, transportation and the occupational scope of the new stream.

The six discussion papers will be sent out to stakeholders incrementally over the coming months, with stakeholders being provided with 20 working days to review and submit written comments on each paper. Extensions will be explored on a case-by-case basis to help ensure all stakeholders are provided with a meaningful opportunity to collect and share input.

The information received from stakeholders through these six discussion papers will be used to inform final policy decisions on key stream features, including transitional plans, regulatory work and timelines for implementation.

The objective is that by early 2025, the Government of Canada, after review of the material received via these consultations, will be in a position to announce greater details about new stream features and transitional plans to gradually move employers and workers to new or improved Temporary Foreign Worker Program requirements.

At the same time, additional formal consultation processes may also be required in 2025 or 2026 following potential amendments to the Immigration and Refugee Protection Regulations.

5. Considerations when Reviewing the Discussion Papers

When reviewing the discussion papers, please note that the objective is to fully implement the new stream and the accompany stream-specific work permit (formally identified as the sector-specific work permit) as early as 2027.

At the same time, options are being explored in the discussion papers to gradually move employers and workers to select features of the new stream under existing Temporary Foreign Worker streams, as early as 2025.

The intent is that at full implementation, the new Agriculture and Fish Processing stream will replace the four existing Temporary Foreign Worker Primary Agriculture sub-streams, and that it will be delivered under two sub-streams:

- The Bilateral Country Agreements category for workers entering from countries with signed agreements with Canada (e.g. existing SAWP countries); and,
- The Open-Source category for workers entering into Canada from countries without country agreements.

In addition, when reviewing the papers, please refer to annex B for the proposed occupational scope of the new stream, which only includes select positions found in Canada's primary agriculture and seasonal fish, seafood and primary fruit and vegetable processing sector. Please note however that a discussion paper on the occupational scope will be shared with stakeholders for comment. This paper seeks your input on both proposed occupational scope, along with any other jobs stakeholders would like to see included in the new stream.

6. Process for Submitting Input

Stakeholders are invited to review the discussion papers and send any comments they may have to the following email account, during the period of consultation:
edsc.dgce.tet-tfw.seb.esdc@hrsdc-rhdcc.gc.ca

This account is being closely monitored for all input received on the new stream.

Please note that written input is necessary given the large number of stakeholders being invited to feed into the development of the new stream and to ensure key considerations and concerns of stakeholders are correctly captured. This process will support the Government of Canada's work to address areas of concerns and find potential solutions. It is therefore advisable, where possible, to provide clear and concise responses to the questions posed in the discussion papers.

While the questions identified are important in supporting the Government of Canada in determining the impact the new stream will have on stakeholders, these questions are only meant to guide stakeholder feedback on key stream features. Stakeholders are invited to provide input that go beyond the questions identified in the discussion papers.

- Please note that while all input received on the new stream with be seriously considered by the Government of Canada in the development of the new stream, the Government of Canada cannot guarantee that all comments/concerns will be visibly reflected in the new stream.

7. Annexes:

Annex A: Proposed Features of the new Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing Stream:

While stakeholders will be heavily consulted on the design of key stream features and timelines for implementation, it is Employment and Social Development Canada (ESDC) and Immigration, Refugee and Citizenship Canada (IRCC) objective to develop a stream that includes the following features.

Key Worker Protection Focused Features:

The new stream proposes to make significant advancements in worker protection through the introduction of a number of new features and policy changes to existing Temporary Foreign Worker Program requirements, including:

(1) The issuance of a new stream-specific work permit (formally referred to as a sector-specific work permit), which would give temporary foreign workers the ability to work in any occupation included under the new stream and move to another employer with an open Labour Market Impact Assessment (LMIA), without having to apply for a new work permit.

(2) The introduction of a new wage methodology for primary agriculture, to ensure all temporary foreign workers entering under the new stream receive market rates for their work.

(3) Updated housing requirements to (A) ensure employer-provided accommodation meets applicable Canadian Provincial/Territorial regulations in key health and safety areas; and (B) all workers are provided with housing that has been inspected and has fair housing deduction rates in place.

(4) Managed migration and consular supports services for a greater number of temporary foreign workers. To do this, the Government of Canada and Seasonal Agricultural Workers Program (SAWP) sending nations will explore options of expanding the SAWP to include additional jobs in Canada's primary agriculture and seasonal fish, seafood and primary fruit and vegetable processing sectors. This expansion will ensure a greater number of temporary foreign workers will receive the protections that are offered to workers under country agreements, including ethical recruitments and consular support services during their entire stay in Canada.

(5) Priority work permit processing for temporary foreign workers entering under country agreements.

Key Industry Focused Features:

The new stream proposes to include a number of features and benefits to better support the unique needs of employers, including:

(1) A new market-based worker deductions methodology to better reflect today's housing market and associated costs.

(2) A new-refillable labour market impact assessment (LMIA) that supports re-occurring seasonal work over a 2-year period, along with the ability to re-fill positions.

(3) Priority LMIA processing for all positions included under the new stream;

(4) No cap on the percentage of temporary foreign workers employed at a worksite for all positions included under the new stream;

(5) Free source country worker recruitment and worker preparations supports for a greater number of employers. To do this, the Government of Canada and SAWP sending nations will explore options of expanding the occupational scope of the SAWP. This expansion will ensure a greater number of employers will be able to benefit from services provided by SAWP sources nations; and

(6) Continuation of the LMIA processing fee exemption for primary agriculture work only.

Annex B: Occupational Scope of the new Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing Stream

While stakeholders will be invited to provide feedback on the occupational scope of the new stream, the current proposed scope includes the following positions:

Primary Agriculture:

- Seasonal* and full-year primary agriculture work in all primary agriculture commodities (i.e. no longer the use of ESDC's National Commodities list) in the following occupations:
  - Livestock labourers (NOC 85100)
  - Specialized livestock workers and farm machinery operators (NOC 84120)
  - Nursery and Greenhouse Workers (NOC 85103)
  - Harvesting Labourers (NOC 85101)

Seasonal Fish and Seafood Processing

- Seasonal* fish and seafood processing jobs in the following occupations:
  - Fish and Seafood Plant Workers (NOC 94142)
  - Labourers in Fish and Seafood Processing (NOC 95107)

Seasonal Primary Fruit and Vegetable Processing

- Seasonal* primary fruit and vegetable processing work that is time sensitive and is important for preserving perishable fruit and vegetables and preventing spoilage.

- These positions are classified as Labourers in food and beverage processing (NOC 95106) working in the Fruit and Vegetable Preserving and Specialty food manufacturing sector (NAICS 3114).

- With that said, please note that not all food processing jobs classified under NOC 95106 and/or NAICS 3114 are eligible under the new stream, since these classifications include positions and sectors that can go beyond eligible food processing work.

*Seasonal work is defined as an employment duration that is no more than 270 days.

Note: While subject to stakeholder consultation, please assume when reviewing the discussion papers that all other positions in the primary agriculture sector and seasonal fish, seafood and fruit and vegetable processing jobs are not included in the new stream. These positions will be processed under the Temporary Foreign Worker Program's Low and High Skilled Wage Streams and will not be issued the new stream-specific work permit.

Guía instructiva para la participación de las partes interesadas

Enfoque del Gobierno de Canadá para solicitar comentarios sobre el nuevo programa de trabajo para el componente agrícola y de transformación de pescado: Instrucciones para presentar comentarios

Índice

1. Contexto 18
2. Antecedentes 18
3. Próximas etapas 19
4. Estrategia de consulta con las partes interesadas 19
5. Consideraciones cuanto a la revisión de los documentos de discusión 20
6. Proceso de presentación de sugerencias 21
7. Anexos: 23

Anexo A: Características propuestas del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales: 23

Anexo B: Alcance ocupacional del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales 25

1. Contexto

El objetivo de este documento es brindar información sobre la estrategia de consulta a las partes interesadas propuesta por el Gobierno de Canadá para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales, junto con el proceso para brindar información a las partes interesadas sobre el nuevo componente.

2. Antecedentes

Cada año, más de 66.000 trabajadores extranjeros temporales ingresan a Canadá para trabajar en los sectores de la agricultura primaria, la transformación estacional de pescado y marisco, y la transformación primaria de frutas y hortalizas.

Estos trabajadores desempeñan un papel vital en la protección de la seguridad alimentaria de Canadá, ya que cubren puestos de trabajo que sufren una escasez de mano de obra constante y prolongada.

Debido a la naturaleza y las condiciones del trabajo, estos sectores presentan importantes dificultades para contratar y retener a trabajadores canadienses y residentes permanentes, lo que

ha resultado en una dependencia sistémica de los trabajadores extranjeros temporales para hacer frente a la escasez de mano de obra.

En la agricultura primaria, por ejemplo, esto se demuestra en décadas de dependencia de mecanismos programáticos que han incluido acuerdos bilaterales con países extranjeros (es decir, el Programa de Trabajadores Agrícolas Temporales-PTAT) para garantizar el suministro de mano de obra crítica.

La contratación de trabajadores temporales extranjeros para cubrir estos puestos es, por lo tanto, primordial para la seguridad alimentaria de Canadá, así como para la economía y la competitividad del país en el mercado mundial.

Es necesario garantizar a estos trabajadores condiciones de trabajo y de vida seguras. Aunque los trabajadores extranjeros temporales tienen los mismos derechos y protecciones que los canadienses y los residentes permanentes, los trabajadores extranjeros temporales que suelen trabajar en el sector agrícola de Canadá y en la transformación estacional de pescado y marisco y la transformación primaria de frutas y hortalizas, a menudo experimentan vulnerabilidades adicionales que no experimentan otros trabajadores. Estas vulnerabilidades pueden ponerles obstáculos para que conozcan, defiendan y ejerzan sus derechos y accedan a las ayudas o recursos comunitarios. También suelen trabajar y vivir en regiones rurales aisladas, los hacen más dependiente de su empleador para el alojamiento en el lugar, el transporte y los servicios básicos.

3. Próximas etapas

La creación del componente agrícola y de transformación de pescado en el marco del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales, anunciado en el presupuesto federal de 2022, ofrece al Ministerio de Empleo y Desarrollo Social de Canadá (EDSC) y al Ministerio de Inmigración, Refugiados y Ciudadanía de Canadá (IRCC), junto con las principales partes interesadas, la oportunidad de avanzar significativamente en la protección de los trabajadores.

Al mismo tiempo, la creación de un nuevo componente nos ofrece la posibilidad de modernizar el Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales para responder mejor a las necesidades de mano de obra de los productores de alimentos de Canadá, lo que incluye la ampliación de un tratamiento similar al sector de transformación estacional de pescado, marisco y la transformación primaria de frutas y hortalizas.

Consulte el anexo A para obtener un panorama general de las medidas y prestaciones propuestas.

4. Estrategia de consulta con las partes interesadas

Entre marzo de 2024 y mayo de 2024, EDSC y IRCC tubieron sesiones iniciales de participación con socios y partes interesadas sobre el nuevo componente. Esto incluyó reuniones con México,

las naciones del caribe participantes del PTAT, representantes de la industria de agricultura primaria, transformación de pescado y mariscos y procesamiento de alimentos, organizaciones que representan los puntos de vista de los trabajadores extranjeros temporales y representantes de los gobiernos provinciales/territoriales.

Durante estas sesiones informativas, el Gobierno de Canadá anunció su enfoque previsto de trabajar con socios y partes interesadas en los próximos meses para solicitar aportes y comentarios sobre temas clave que se están explorando en virtud del nuevo componente, mediante el uso de seis documentos de debate.

En los documentos se plantearán preguntas específicas sobre temas clave que se estudian en virtud del nuevo componente, entre ellos: un permiso de trabajo específico del componente (formalmente conocido como permiso de trabajo sectorial), salarios y deducciones, alojamiento facilitado por el empleador, disposiciones sobre asistencia sanitaria, transporte y el alcance ocupacional del nuevo componente.

Los seis documentos de debate se irán enviando durante los próximos meses y las partes interesadas dispondrán de 20 días laborables para examinarlos y presentar sus observaciones por escrito. Se estudiarán prórrogas caso por caso para garantizar que todas las partes interesadas tengan la oportunidad de recoger y compartir sus sugerencias.

La información recibida de las partes interesadas mediante estos seis documentos de debate se usará para fundamentar las decisiones políticas finales sobre las características clave del componente, incluyendo planes de transición, trabajo regulatorio y plazos de implementación.

El objetivo es que, a principios de 2025, el Gobierno de Canadá, después de haber revisado el material recibido mediante estas consultas, esté en condiciones de anunciar más información sobre las nuevas características del componente y los planes de transición para que los empleadores y los trabajadores se adapten gradualmente a los requisitos nuevos o mejorados del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales.

Al mismo tiempo, es posible que en 2025 o 2026 se requieran procesos de consulta formales adicionales a raíz de potenciales modificaciones al Reglamento de Inmigración y Protección de los Refugiados.

5. Consideraciones cuanto a la revisión de los documentos de discusión

Cuando examine los documentos de debate, tengan en cuenta que el objetivo es implementar en su totalidad el nuevo componente y el permiso de trabajo específico del componente (formalmente identificado como permiso de trabajo sectorial) para principios de 2027.

Al mismo tiempo, en los documentos de debate se están explorando opciones para que a los empleadores y trabajadores pasen gradualmente a características selectas del nuevo

componente en virtud de los componentes existentes de Trabajadores Extranjeros Temporales, a partir de 2025.

La intención es que, con la implementación completa, el nuevo componente agrícola y transformación de pescado reemplace los cuatro subcomponentes que existente debajo de la agricultura primaria de Trabajadores Extranjeros Temporales, y que se implemente en virtud de dos subcomponentes:

- La categoría de acuerdos bilaterales para trabajadores que ingresan desde países con acuerdos firmados con Canadá (por ejemplo, los países que actualmente participan en el PTAT), y,
- La categoría de libre acceso para trabajadores que ingresan a Canadá desde países sin acuerdos bilaterales.

Además, al examinar los documentos, remítase al Anexo B para conocer el alcance ocupacional propuesto del nuevo componente, que solo incluye puestos seleccionados en el sector de agricultura primaria, transformación estacional de pescado, mariscos, y la transformación primaria de frutas y hortalizas en Canadá. Sin embargo, tengan en cuenta que se compartirá con las partes interesadas un documento de debate sobre el alcance ocupacional para que hagan comentarios. En este documento se solicita su opinión sobre el alcance ocupacional propuesto, como sobre cualquier otro trabajo que las partes interesadas quieran que se incluya en el nuevo componente.

6. Proceso de presentación de sugerencias

Se invita a las partes interesadas a examinar los documentos de debate y a enviar cualquier comentario que puedan tener a la siguiente cuenta de correo electrónico, durante el periodo de consulta: edsc.dgce.tet-tfw.seb.esdc@hrsdc-rhdcc.gc.ca

En esta cuenta se controlan atentamente todas las sugerencias recibidas sobre el nuevo componente.

Tengan en cuenta que son necesarias sugerencias por escrito debido al gran número de partes interesadas invitadas a hacer aportaciones para el desarrollo del nuevo componente y para asegurar que se recojan correctamente las consideraciones y preocupaciones principales de las partes interesadas. Este proceso respaldará el trabajo del Gobierno de Canadá para abordar áreas de preocupación y encontrar posibles soluciones. Por lo tanto, es recomendable, siempre que sea posible, dar respuestas claras y concisas a las preguntas planteadas en los documentos de debate.

Aunque las preguntas identificadas son importantes para apoyar al Gobierno de Canadá en la determinación del impacto que tendrá el nuevo componente sobre las partes interesadas, estas preguntas solo están destinadas a guiar los comentarios de las partes interesadas sobre las características clave del componente. Se invita a las partes interesadas a hacer sugerencias que vayan más allá de las preguntas identificadas en los documentos de debate.

Por favor que tengan en cuenta que bien que el Gobierno de Canadá considerara todas las sugerencias recibidas sobre el nuevo componente a la hora de desarrollarlo, el Gobierno de Canadá no puede garantizar que todos los comentarios/preocupaciones se reflejen visiblemente en el nuevo componente.

7. Anexos:

Anexo A: Características propuestas del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales:

Tan bien se consultará ampliamente a las partes interesadas sobre el diseño de las características clave del componente y los plazos de implementación, el objetivo del ESDC y IRCC es desarrollar un componente que incluya las siguientes características.

Características clave centradas en la protección de los trabajadores:

El nuevo componente propone hacer avances significativos en la protección de los trabajadores mediante la introducción de nuevas características y cambios en las políticas de los requisitos existentes del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales, entre ellos:

(1) La emisión de un nuevo permiso de trabajo específico del componente (formalmente conocido como permiso de trabajo sectorial), que daría a los trabajadores extranjeros temporales la posibilidad de trabajar en cualquier ocupación incluida en el nuevo componente y trasladarse a otra empresa con una evaluación de impacto en el mercado laboral (LMIA) abierta, sin tener que solicitar un nuevo permiso de trabajo.

(2) La introducción de una nueva metodología salarial para la agricultura primaria, para garantizar que todos los trabajadores extranjeros temporales que ingresen en virtud del nuevo componente reciban salarios acordes con el mercado laboral por su trabajo.

(3) Actualización de los requisitos de alojamiento para (A) garantizar que el alojamiento facilitado por el empleador cumpla las normas provinciales/territoriales canadiense aplicables en áreas clave de salud y seguridad, y (B) que todos los trabajadores reciban alojamiento que haya sido inspeccionado y que tenga tasas justas de deducción de vivienda establecidas.

(4) Servicios de apoyo a la gestión consular y de migración para un mayor número de trabajadores extranjeros temporales. Para hacer esto, el Gobierno de Canadá y las naciones participantes del (PTAT) estudiarán opciones para ampliar el PTAT con el fin de incluir puestos de trabajo adicionales en los sectores de la agricultura primaria y la transformación estacional de pescado y marisco, y la transformación primaria de frutas y hortalizas de Canadá. Esta ampliación garantizará que un mayor número de trabajadores extranjeros temporales reciban las protecciones que se ofrecen a los trabajadores en virtud de los acuerdos bilaterales, incluyendo contrataciones éticas y servicios de apoyo consular durante toda su estancia en Canadá.

(5) Procesamiento prioritario de permisos de trabajo para trabajadores extranjeros temporales que ingresen en virtud de acuerdos bilaterales.

Características clave centradas en la industria:

El nuevo componente propone incluir una serie de características y prestaciones para apoyar mejor las necesidades particulares de los empleadores, entre ellas:

(1) Una nueva metodología de deducciones para los trabajadores, basada en el mercado, que refleje mejor el mercado actual de vivienda y los costos asociados.

(2) Una nueva evaluación de impacto en el mercado laboral (LMIA) que apoye el trabajo estacional recurrente por un período de 2 años, junto con la posibilidad de volver a cubrir los puestos.

(3) Procesamiento prioritario del LMIA para todos los puestos incluidos en el nuevo componente.

(4) Sin límite en el porcentaje de trabajadores extranjeros temporales empleados en un lugar de trabajo para todos los puestos incluidos en el nuevo componente.

(5) Servicios gratuitos de contratación de trabajadores en países de origen y preparación de trabajadores para un mayor número de empleadores. Para lograr esto, el Gobierno de Canadá y los países participantes del PTAT estudiarán la posibilidad de ampliar el alcance ocupacional del PTAT. Esta ampliación garantizará que un mayor número de empleadores se pueda beneficiar de los servicios prestados por las naciones de origen del PTAT.

(6) Continuación de la exención de la tarifa de procesamiento de LMIA únicamente para el trabajo agrícola primario.

Anexo B: Alcance ocupacional del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales

Se invitará a las partes interesadas a hacer comentarios sobre el alcance ocupacional del nuevo componente, el propuesto actualmente incluye los siguientes puestos:

Agricultura primaria

- Trabajo agrícola primario estacional* y para todo el año en todos los productos agrícolas primarios (es decir, ya no se usa la lista de productos nacionales del EDSC) en las siguientes ocupaciones:
  - Peones ganaderos (NOC 85100)
  - Trabajadores especializados en ganadería y operadores de maquinaria agrícola (NOC 84120)
  - Trabajadores de viveros e invernaderos (NOC 85103)
  - Peones de cosecha (NOC 85101)

Transformación estacional de pescado y marisco

- Trabajos estacionales* de transformación de pescado y marisco en las siguientes ocupaciones:
  - Trabajadores de plantas de pescado y mariscos (NOC 94142)
  - Peones en la transformación de pescado y marisco (NOC 95107)

Transformación primaria estacional de frutas y hortalizas

- Trabajo estacional* de transformación primaria de frutas y hortalizas que es sensible al tiempo y es importante para preservar frutas y hortalizas perecederas y prevenir el deterioro.

- Estos puestos se clasifican como peones en la elaboración de alimentos y bebidas (NOC 95106) que trabajan en el sector de fabricación de conservas de frutas y hortalizas y alimentos especiales (NAICS 3114).

- Tengan en cuenta que no todos los trabajos de elaboración de alimentos clasificados en virtud de NOC 95106 o NAICS 3114 son elegibles bajo el nuevo componente, ya que estas clasificaciones incluyen posiciones y sectores que pueden ir más allá del trabajo de elaboración de alimentos elegible.

*El trabajo estacional se define como un empleo de una duración no superior a 270 días.

Nota: Aunque está sujeto a la consulta de las partes interesadas, al revisar los documentos de discusión suponga que todos los demás puestos en el sector de la agricultura primaria y los trabajos estacionales de transformación de pescado, mariscos y frutas y hortalizas no están incluidos en el nuevo componente. Estos puestos se tramitarán en virtud de las corrientes

salariales de baja y alta cualificación del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales y no se les expedirá el permiso de trabajo específico del nuevo componente.

Documento de discusión sobre el ámbito de aplicación profesional del nuevo componente agrícola y de transformación del pescado

Índice

1. Asunto 1
2. Antecedentes 1
3. Propuesta 5
4. Consideraciones 6
5. Preguntas de discusión 9
Anexo A: Preguntas y respuestas complementarias 12

1. Asunto

Este documento busca recabar comentarios sobre la lista propuesta de ocupaciones elegibles ("ámbito profesional") en el marco del nuevo componente de Trabajadores Extranjeros Temporales en Agricultura y Transformación de Pescado propuesto. Esta información servirá de base para futuras orientaciones políticas sobre el nuevo componente y otros programas de trabajadores extranjeros temporales (TET).

2. Antecedentes

2.1 Beneficios del nuevo componente propuesto

Se espera que el nuevo componente generare beneficios clave para los empleadores al ofrecerles tramitación prioritaria, contratación adaptada al país de origen, un nuevo enfoque basado en el mercado para los salarios y las deducciones, ausencia de límite en el número de trabajadores extranjeros temporales empleados y una nueva evaluación del impacto en el mercado laboral (LMIA) rellenable que admite el trabajo estacional recurrente durante un periodo propuesto de dos años, junto con la posibilidad de volver a cubrir los puestos. Además, una red de empleadores o múltiples empresas que operen bajo una misma entidad corporativa se beneficiarán de una mayor movilidad laboral.

En cuanto a los trabajadores, el nuevo componente propuesto exigirá a los empleadores que brinden alojamiento a los trabajadores que haya sido inspeccionado por una autoridad competente antes de su llegada. El nuevo componente propuesto también verá la aplicación de una nueva estructura salarial que reflejará mejor los salarios como los de los canadienses y los residentes permanentes. Además, la expedición de un permiso de trabajo específico para el nuevo componente ofrecerá a los trabajadores temporales extranjeros la posibilidad de trabajar en cualquier ocupación incluida en el nuevo componente y trasladarse a otro empleador con un LMIA abierto, sin tener que solicitar un nuevo permiso de trabajo.

Para obtener más información sobre las ventajas y los requisitos del programa propuesto, consulte el documento de instrucciones para las partes interesadas.

2.2 Programación actual y consideraciones sobre agricultura primaria

El Presupuesto Federal de 2022 anunció la creación de un Nuevo Programa Laboral para la Agricultura y el Procesamiento de Pescado, que estaría diseñado a reforzar la protección de los trabajadores y ayudar a garantizar que los productores de alimentos de Canadá tengan acceso a un suministro estable y fiable de mano de obra.

La sección 315.2(4) del *Reglamento de Inmigración y Protección de los Refugiados (RIPR)*, define el trabajo agrícola primario como:

> ***(4)*** *A efectos del párrafo (3)(b), se entiende por trabajo en el sector de la agricultura primaria, sujeto a la subsección (5), al trabajo que se realiza dentro de los límites de una granja, vivero o invernadero y que implica*
>
> *(a) el manejo de maquinaria agrícola;*
>
> *(b) el alojamiento, cuidado, cría, sanidad u otro tipo de manipulación de animales,* ***distintos de los peces****, con el fin de obtener productos animales para el mercado o actividades relacionadas con la recogida, manipulación y evaluación de dichos productos; o*
>
> *(c) la plantación, el cuidado, la recolección o la preparación de cosechas, árboles, césped u otras plantas para el mercado.*

Esta definición reglamentaria de trabajo agrícola primario se usa para determinar la admisibilidad en el marco de los cuatro subcomponentes agrícolas del Programa TET, incluido el Programa de Trabajadores Agrícolas Temporales (PTAT). Las ocupaciones que se ajustan a la definición de agricultura primaria están actualmente exentas de la tarifa de tramitación del LMIA, que actualmente es de $1000 por puesto solicitado. La tarifa se mantendrá para las ocupaciones que no cumplan con la definición de agricultura primaria (por ejemplo, transformación estacional de pescado y marisco).

2.3 Ámbito profesional propuesto

Se propone la inclusión de los siguientes puestos en el nuevo componente propuesto:

Agricultura primaria:

- Trabajo[*] agrícola primario estacional* y de año completo en **todos** los productos agrícolas primarios (es decir, ya no se usa la lista de productos básicos nacionales del EDSC) en las siguientes ocupaciones:
    - Peones ganaderos (NOC 85100)

[*] *A efectos de la administración del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales, el trabajo estacional se define como 270 días o menos al año.*

- Trabajadores especializados en ganadería y operadores de maquinaria agrícola (NOC 84120)
- Trabajadores de viveros e invernaderos (NOC 85103)
- Peones de cosecha (NOC 85101)

Transformación estacional de pescado y marisco:

- Trabajos estacionales* de transformación de pescado y marisco en las siguientes ocupaciones:
  - Trabajadores de plantas de pescado y mariscos (NOC 94142)
  - Peones en la transformación de pescado y marisco (NOC 95107)

Transformación primaria estacional de frutas y hortalizas:

- Trabajo estacional* de transformación primaria de frutas y hortalizas que es sensible al tiempo, es decir, para el cual la transformación oportuna es importante para preservar frutas y hortalizas perecederas y prevenir el deterioro. El trabajo implica el procesamiento mínimo de frutas y verduras crudas y generalmente se ubica en plantas de procesamiento de frutas y verduras.

- Por lo general, estos trabajos implican el procesamiento de frutas y/o verduras para crear uno o más de los siguientes productos:
  - productos de frutas y/o verduras congelados, como bolsas de bayas, maíz y guisantes congelados;
  - conservas de frutas y/o verduras, como tomates guisados y salsa de tomate;
  - verduras encurtidas, como pepinillos y remolachas;
  - verduras y frutas deshidratadas y/o liofilizadas;
  - productos de frutas y/o verduras perecederos, como ensaladas listas para consumir, verduras y frutas peladas o cortadas.

- Estos puestos se clasifican como peones en la elaboración de alimentos y bebidas (NOC 95106) que trabajan en el sector de fabricación de conservas de frutas y hortalizas y alimentos especiales (NAICS 3114).

- Tenga en cuenta que solo una selección precisa de títulos y funciones de trabajo de NOC 95106, así como subcategorías específicas de NAICS 3114, cumplirían los requisitos para su inclusión en el nuevo componente propuesto. Esto se debe a que estos dos códigos incluyen tipos adicionales de trabajo de procesamiento de alimentos, que se considera que comparten diferentes condiciones del mercado laboral que el sector estacional de procesamiento primario de alimentos de frutas y verduras y agricultura primaria. Consulte las preguntas y respuestas adjuntas para obtener información adicional sobre los criterios de selección del ámbito de aplicación.

2.4 Criterios de selección

Todos los puestos que se proponen para su inclusión en el nuevo componente propuesto se han identificado con una metodología y se consideran fundamentales para la seguridad alimentaria, la economía y la competitividad de Canadá, y experimentan una escasez continua de mano de obra. Todas estas ocupaciones, por ejemplo, están incluidas en la información sobre escasez de mano de obra del Sistema Canadiense de Proyecciones Ocupacionales (COPS) de 2022.

Se ha determinado que los empleadores que contratan para estos puestos (es decir, la sección 2.3) llevan mucho tiempo experimentando dificultades para contratar a canadienses y residentes permanentes, lo que ha dado lugar a una dependencia de larga data de la contratación de trabajadores extranjeros temporales para cubrir dichos puestos. Así lo demuestran décadas de dependencia de mecanismos programáticos que han incluido acuerdos bilaterales con países extranjeros para garantizar el suministro de mano de obra crítica en la agricultura primaria.

Estos puestos también se seleccionaban en función de características y/o condiciones de trabajo similares. Por ejemplo, suelen ser sensibles al tiempo (es decir, la cosecha), de carácter estacional, físicamente exigentes, ubicados en zonas rurales y remotas, de baja remuneración, tienen horarios de trabajo poco convencionales y pueden necesitar vivir en viviendas compartidas por los trabajadores, lo que suele hacer que sea difícil para los empleadores atraer a canadienses y residentes permanentes para cubrir estos puestos.

EDSC y IRCC también proponen incluir el trabajo durante todo el año en el sector primario de la agricultura, ya que muchos sectores relacionados con la ganadería, como el avícola o el lácteo, pueden ofrecer empleo estable durante todo el año. En otros ámbitos, como los invernaderos, los avances tecnológicos han permitido alargar el periodo de producción, que puede superar el límite estacional de 270 días. Además, según la Previsión del Mercado Laboral Agrícola para 2023-2030 del Consejo Canadiense de Recursos Humanos Agrícolas, “el sector de los invernaderos, viveros y floricultura [representará] más de un tercio del déficit de mano de obra en la agricultura para 2030”[†].

Además, estos puestos suelen estar ocupados por trabajadores extranjeros temporales que experimentan vulnerabilidades adicionales, que pueden incluir un nivel educativo y de alfabetización y dominio de la lengua oficial más bajos, así como la obligación de vivir en regiones rurales o remotas aisladas.

[†] Consejo Canadiense de Recursos Humanos Agrícolas Previsión del Mercado Laboral Agrícola para 2023-2030 – CAHRC LMI Report English (cahrc-ccrha.ca)

En la actualidad, el ámbito de aplicación propuesto para el nuevo componente se limita a los trabajos poco cualificados (definidos por el sistema nacional de clasificación profesional como puestos TEER 4 y 5), que, por lo general, solo requieren formación en el puesto de trabajo, sin requisitos previos de educación formal. Este requisito se ajusta al trabajo previsto en torno al nuevo permiso de trabajo específico para cada componente, que propone proporcionar a los trabajadores extranjeros temporales la posibilidad de trabajar en empleos incluidos en el nuevo componente propuesto, sin necesidad de obtener un nuevo permiso de trabajo ni tener que reevaluar las cualificaciones del trabajador. Por el contrario, las ocupaciones de mayor cualificación (definidas como puestos TEER 0, 1, 2 y 3) requieren una evaluación más específica de las cualificaciones, lo que limita la capacidad de ofrecer el mismo grado de movilidad.

Esto significa que las siguientes ocupaciones no se incluirían en el nuevo componente propuesto:

- NOC 80020 - Gerentes en agricultura;
- NOC 80021 - Gerentes en horticultura;
- NOC 82030 - Contratistas de servicios agrícolas y supervisores agrícolas; y
- NOC 82031 - Contratistas y supervisores de servicios de jardinería, mantenimiento de terrenos y horticultura.

Se propone que estas ocupaciones se tramiten en los componentes de bajos y altos salarios del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales y que no se les emitirá el permiso de trabajo específico de la nueva categoría.

3. Propuesta

EDSC solicita comentarios por escrito sobre el ámbito profesional del nuevo componente propuesto, incluidos comentarios sobre otras ocupaciones que las partes interesadas desearían que se incluyeran en el futuro. EDSC también está interesado en recibir sus comentarios sobre el impacto potencial que una ampliación profesional podría tener en organizaciones y/o grupos de interés.

Este documento de discusión también se está usando para recabar opiniones sobre el trabajo agrícola primario altamente cualificado y la mejor manera de apoyar a los empleadores y a los trabajadores extranjeros temporales en estos puestos de trabajo una vez que se implemente el nuevo componente propuesto, y los cuatro subcomponentes agrícolas primarios existentes del Programa TET se incorporen al nuevo componente.

4. Consideraciones

4.1 Cantidad potencial de trabajadores y empleadores afectados

Ocupaciones en virtud del nuevo componente: cantidad de puestos y empleadores únicos en 2023 por sectores			
Ocupaciones	**Componente del programa**	**Cantidad de empleadores**	**Cantidad de puestos**
Agricultura primaria	Programa de Trabajadores Agrícolas Temporales	2.852	55.435
	Componente agrícola	4.396	41.941
	Salario alto	3	13
	Salario bajo	95	1243
Transformación primaria de frutas y hortalizas	Salario alto	1	45
	Salario bajo	9	1.017
Pescado y marisco	Salario bajo	101	4.735

4.2 Estacionalidad del puesto fuera de la agricultura primaria

Número de puestos de trabajadores extranjeros temporales (TET) aprobados y empleadores, ocupación en la pesca y la alimentación, estacional y no estacional, 2023						
NOC	2023					
	Estacional		No estacional		Total único	
	Puesto	Empleador	Puesto	Empleador	Puesto	Empleador
9463-Trabajadores de pescaderías y marisquerías	3.744	77	843	50	4.587	108
9617-Trabajadores de la transformación de alimentos, bebidas y productos afines (NAICS 3114)	1.154	12	217	22	1371	29
9618-Trabajadores en la transformación de pescado y marisco	1.573	42	248	21	1.821	57
Total único en el año	**6.471**	**118**	**1.308**	**89**	**7.779**	**177**

Notas:

1. La fuente de toda la información de este informe es el Sistema LMIA del EDSC. Fichero extraído el 05-08-2024. Periodo de referencia del fichero 01/01/2023 al 31/12/2023.
2. A partir de febrero de 2024, las LMIA en apoyo de la "Residencia permanente (PR) únicamente" se incluyen en las estadísticas del programa TET, a menos que se indique lo contrario. Las LMIAs de doble intención y los puestos correspondientes se incluyen en su respectivo componente del programa TET (por ejemplo, bajo salario, alto salario, etc.). Esto puede afectar los informes del programa con el tiempo.
3. El sistema LMIA solo hace un seguimiento de los puestos de TET, no de los TET a los que se concede un permiso de trabajo o que entran en Canadá. No todos los puestos aprobados dan lugar a un permiso de trabajo o a la entrada de un TET en Canadá. Para obtener información sobre el número de permisos de trabajo expedidos, consulte los Datos y Cifras de Inmigración, Refugiados y Ciudadanía de Canadá (IRCC): http://www.cic.gc.ca/english/resources/statistics/menu-fact.asp
4. El número de LMIAs que aparece en este comunicado puede diferir de los comunicados anteriormente debido a actualizaciones periódicas.

4.3 Consideraciones de los grupos de interés

En la siguiente tabla se ofrece información sobre algunos elementos clave que se tienen en cuenta a la hora de contemplar un ámbito profesional ampliado del nuevo componente propuesto.

Consideraciones de los grupos de interés	
Grupos de interés	**Ejemplos de elementos que se están considerando**
Provincias y territorios	El impacto que la expansión profesional podría tener en los servicios y programas provinciales/territoriales prestados, incluso: • La capacidad de realizar inspecciones de vivienda en un mayor número de alojamientos para trabajadores, junto con diferentes tipos de ubicación de las viviendas (es decir, granjas junto con las viviendas proporcionadas a los trabajadores de los otros sectores);

Documento de discusión sobre el ámbito de aplicación profesional del nuevo componente agrícola y de transformación del pescado

Consideraciones de los grupos de interés	
Grupos de interés	**Ejemplos de elementos que se están considerando**
	• La prestación de servicios de apoyo a los trabajadores, como la atención sanitaria; y, • Los programas provinciales/territoriales de nominación e inmigración y los criterios de elegibilidad de los trabajadores.
Trabajadores	Es importante tener en cuenta las experiencias generales y las vulnerabilidades de los trabajadores extranjeros temporales empleados actualmente en esos puestos, así como para la nueva cohorte de trabajadores extranjeros temporales que vendrán a trabajar a Canadá en el marco del nuevo componente. El Programa TET ha emprendido acciones para reforzar la protección de los trabajadores con el fin de mitigar estas vulnerabilidades a través de una serie de medidas, incluidas las modificaciones reglamentarias, el fortalecimiento del proceso de solicitud de LMIA y el refuerzo del régimen de cumplimiento.
Empleadores	Si existe un acuerdo general por parte de los empleadores de los sectores identificados para que sus puestos se incluyan en el nuevo componente propuesto, teniendo en cuenta que una vez que se implemente el nuevo componente será el único componente del Programa TET disponible para obtener los LMIAs para los puestos incluidos en el nuevo componente propuesto. Además, se exigirá a los empleadores que cumplan los nuevos requisitos de alojamiento, incluida la provisión de alojamiento a los trabajadores.
Países de origen del PTAT	El interés de los países del PTAT en ampliar el alcance profesional de los acuerdos de país para incluir ocupaciones adicionales, junto con la capacidad de México y las naciones participantes del Caribe para reclutar un número sustancial de trabajadores para cubrir estos puestos.
Grupos de defensa de los trabajadores	Determinar si los trabajadores extranjeros temporales que trabajan en puestos que podrían incluirse en el nuevo componente propuesto experimentan en general vulnerabilidades adicionales en comparación con otros trabajadores extranjeros temporales. Esto los convertiría en buenos candidatos para el nuevo componente, en particular para el permiso de trabajo específico del componente.

Consideraciones de los grupos de interés	
Grupos de interés	**Ejemplos de elementos que se están considerando**
Público en general	El Programa TET está destinado a apoyar a los empresarios en situaciones en las que no pueden cubrir la escasez de mano de obra y las carencias de cualificaciones con canadienses y residentes permanentes. Por ello, solo se considerará la inclusión de nuevas ocupaciones en el nuevo componente si existe una escasez sistemática y crónica de mano de obra en estos sectores Otra consideración clave es garantizar que los trabajadores extranjeros temporales tengan las mismas protecciones en el lugar de trabajo en virtud de las normas de empleo federales, provinciales y territoriales aplicables que los canadienses y los residentes permanentes.

Después de haber revisado el ámbito de aplicación propuesto y su justificación, sus opiniones sobre estas cuestiones informarán la dirección política de EDSC para garantizar que las políticas del programa se adapten adecuadamente para apoyar un mercado laboral eficiente y eficaz.

5. Preguntas de discusión

5.1 Preguntas generales

Las preguntas de discusión que figuran a continuación se están utilizando para orientar las opiniones de las partes interesadas sobre el ámbito ocupacional del nuevo componente, y sus comentarios pueden ir más allá de estas preguntas y abarcar los elementos que considere de importancia clave para este documento de discusión específico. Por lo tanto, las preguntas pueden no ser aplicables a su organización o grupo de interés. Además, es posible que algunas partes interesadas solo puedan aportar información sobre determinadas ocupaciones.

1) Identifiquen los problemas y/o retos que prevé que surjan debido al ámbito de aplicación propuesto del nuevo componente, incluyendo la emisión de un permiso de trabajo específico para el componente. Como parte de su respuesta, tengan en cuenta:
    - Cualquier requisito de certificación/licencia del puesto o puestos (ya sea obligatorio o generalmente exigido por los empleadores).
    - Cualquier requisito lingüístico francés/inglés, o la ausencia de requisitos lingüísticos para el puesto o los puestos, incluyendo las repercusiones sobre la salud y la seguridad en el trabajo (incluyendo la formación).
    - ¿Los nuevos puestos identificados actualmente son en su mayoría de carácter estacional?

2) ¿En el caso de las nuevas ocupaciones no relacionadas con la agricultura primaria, las ocupaciones relacionadas con el pescado y el marisco y la transformación primaria de frutas y hortalizas en el marco del nuevo componente deberían ser solo para puestos estacionales? Brinde datos, pruebas y cualquier otra consideración que demuestre la necesidad de que estas ocupaciones sean para todo el año.

3) Identifiquen cualquier otro puesto de la Clasificación Nacional de Ocupaciones (NOC) que los gustarían que se incluyera en el componente. Como parte de su respuesta:
    - Incluyan una descripción de las tareas clave del puesto e identifiquen qué tareas del puesto (1) implican el uso de maquinaria, y/o (2) conllevan riesgos de seguridad laboral, y que requieren formación de los trabajadores.
    - Incluyan información sobre si las habilidades y competencias requeridas son transferibles a otras ocupaciones identificadas bajo el nuevo componente.
    - Identifiquen los salarios vigentes que se ofrecen generalmente.
    - Identifiquen cualquier licencia obligatoria y/o credencial de formación que se requiera para el puesto. Como parte de su respuesta, incluyan detalles para cada P/T.
    - Identifiquen cualquier requisito obligatorio de lengua francesa y/o inglesa o si se recomienda encarecidamente el dominio de algún idioma para este puesto.
    - Indiquen si su solicitud se refiere a trabajo estacional y/o a trabajo durante todo el año. Si se trata de trabajo estacional, expliquen la duración solicitada y las razones de este periodo.
    - Incluyan ejemplos de bolsas de trabajo o anuncios de contratación recientes para este puesto.
    - Especifiquen las oportunidades y los retos relacionados con la provisión obligatoria de vivienda proporcionada por el empleador para estas nuevas ocupaciones en el marco del nuevo componente propuesto.

4) Para cada ocupación NOC recomendada en la respuesta 3, expliquen por qué este puesto encajaría bien en los objetivos del nuevo componente. En la medida de lo posible, establezca vínculos con los criterios de selección de ocupaciones, tal y como se identifican en la sección 2.3 de este documento. Por ejemplo, si dispone de ellas, presenten pruebas (informes, análisis, encuestas, etc.) que demuestren la existencia de una escasez sistemática y/o duradera de mano de obra en este puesto.

5) Para cada ocupación NOC recomendada en la respuesta 3, expliquen qué retos y obstáculos existen con los requisitos actuales del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales y cómo la inclusión de esta ocupación en el nuevo componente ayudaría a abordar estos retos.

6) ¿Cuál sería el impacto para su organización y/o grupo de interés si el gobierno de Canadá ampliara el ámbito profesional del nuevo componente?

5.2 Preguntas opcionales relativas a los trabajos agrícolas primarios de alta cualificación

En el marco del programa TET, las siguientes ocupaciones se clasifican como trabajos agrícolas primarios de alta cualificación:

- NOC 80020 - Gerentes en agricultura (TEER 0);
- NOC 80021 - Gerente en horticultura (TEER 0);
- NOC 82030 - Contratistas de servicios agrícolas y supervisores agrícolas (TEER 2); y
- NOC 82031 - Contratistas y supervisores de servicios de jardinería, mantenimiento de terrenos y horticultura (TEER 2).

1) ¿Qué le preocupa de la supresión propuesta de algunas ocupaciones?
    a. Según su experiencia, ¿estos puestos suelen estar ocupados por trabajadores que comparten condiciones de trabajo y de vida similares a las de los trabajadores poco cualificados de la agricultura primaria? En caso afirmativo, explique.
    b. ¿Tiene generalmente el sector de la agricultura primaria las mismas dificultades para contratar canadienses y residentes permanentes para ocupar puestos de trabajo de alta cualificación en la agricultura primaria que para los puestos de trabajo de baja cualificación en la agricultura primaria? En caso afirmativo, expliquen y, cuando sea posible, presenten pruebas (es decir, informes, análisis, encuestas, etc.) que demuestren que existe una escasez sistemática y/o duradera de mano de obra en el sector de la agricultura primaria altamente cualificada.
    c. Proporcionen los siguientes detalles para cada uno de los 4 trabajos agrícolas primarios de alta cualificación indicados anteriormente:
        (i) Una descripción de las principales funciones del puesto. Como parte de su respuesta, identifiquen qué tareas (1) implican el uso de maquinaria y/o (2) conllevan riesgos de seguridad laboral, incluidas las que requieren formación en seguridad para los trabajadores.
        (ii) Identifiquen los salarios vigentes que se ofrecen generalmente y los criterios empleados para determinar las tarifas salariales individuales.
        (iii) Identifiquen cualquier licencia obligatoria y/o credenciales de formación requeridas para el puesto. Como parte de su respuesta, incluyan detalles para cada provincia o territorio.
        (iv) Identifiquen cualquier requisito obligatorio de lengua francesa y/o inglesa necesaria y/o altamente recomendada para este puesto.
        (v) Incluyan ejemplos de publicaciones recientes en la bolsa de trabajo o anuncios de contratación para este puesto.

Anexo A: Preguntas y respuestas complementarias

Pregunta 1: ¿Cuáles son las principales ocupaciones agrícolas NOC propuestas que se incluirán en el nuevo componente?

Respuesta 1: Trabajo agrícola primario estacional* y para todo el año en todos los productos agrícolas primarios (es decir, ya no se usa la lista de productos nacionales del EDSC) en las siguientes ocupaciones:

- Peones ganaderos (NOC 85100)
- Trabajadores especializados en ganadería y operadores de maquinaria agrícola (NOC 84120)
- Trabajadores de viveros e invernaderos (NOC 85103)
- Peones de cosecha (NOC 85101)

Pregunta 2: ¿Cuáles son las ocupaciones NOC propuestas, fuera de la agricultura primaria, que se proponen incluir en el nuevo componente?

Respuesta 2: Las ocupaciones propuestas para la transformación estacional de pescado y marisco son:

- Trabajos estacionales* de transformación de pescado y marisco en las siguientes ocupaciones:
  - Trabajadores de plantas de pescado y mariscos (NOC 94142)
  - Peones en la transformación de pescado y marisco (NOC 95107)

- Transformación primaria estacional de frutas y hortalizas
  - Trabajo estacional* de transformación primaria de frutas y hortalizas que es sensible al tiempo y es importante para preservar frutas y hortalizas perecederas y prevenir el deterioro.

- Estos puestos se clasifican como peones en la elaboración de alimentos y bebidas (NOC 95106) que trabajan en el sector de fabricación de conservas de frutas y hortalizas y alimentos especiales (NAICS 3114).

- Dicho esto, tengan en cuenta que no todos los trabajos de elaboración de alimentos clasificados en virtud de NOC 95106 o NAICS 3114 son elegibles bajo el nuevo componente, ya que estas clasificaciones incluyen posiciones y sectores que pueden ir más allá del trabajo de elaboración de alimentos elegible.

Pregunta 3: ¿Cuál es la definición de trabajo estacional del programa?

> **Respuesta 3:** El trabajo estacional se define como un empleo de una duración no superior a 270 días.

Pregunta 4: ¿Cuál es la razón para incluir tanto el trabajo estacional como el de todo el año en la agricultura primaria en el nuevo componente, cuando el PTAT se limita al trabajo estacional?

> **Respuesta 4**: La decisión de incluir tanto el trabajo agrícola primario estacional como el de todo el año en el nuevo componente se basa en la necesidad de racionalizar los requisitos del Programa TET paradan garantizar que todos los trabajadores agrícolas primarios y los empleadores se beneficien de requisitos más coherentes. Por ejemplo, actualmente los trabajadores agrícolas son contratados en el marco del componente de agricultura primaria del Programa TET, que consta de cuatro subcomponentes, cada uno con su propio conjunto de requisitos y prestaciones del programa. Al mismo tiempo, aparte del PTAT, que se limita al trabajo estacional, los tres subcomponentes restantes permiten tanto el trabajo estacional como el de todo el año. La necesidad de trabajadores durante todo el año se debe a la evolución del sector agroalimentario canadiense, que ha pasado a usar invernaderos durante todo el año.

Pregunta 5: ¿Por qué el ámbito profesional propuesto para el nuevo componente se limita en la actualidad únicamente a los trabajos de temporada en los sectores del pescado, el marisco y la transformación primaria de frutas y verduras?

> **Respuesta 5**: La decisión de limitar el pescado, el marisco y la transformación primaria de frutas y verduras únicamente al trabajo estacional está en consonancia con la política de EDSC de garantizar que todos los puestos del componente compartan características similares del sector agrícola primario, que incluye la dependencia de la contratación de trabajadores extranjeros temporales desde hace mucho tiempo.
>
> Según el uso histórico del Programa TET, estos sectores han dependido principalmente de la contratación de trabajadores extranjeros temporales para trabajos de temporada. Por lo general, el trabajo de transformación de pescado, marisco, frutas y hortalizas primarias es de carácter estacional, con un fuerte componente temporal en el trabajo (es decir, el trabajo debe realizarse rápidamente para garantizar que los productos no se dañen).

Pregunta 6: ¿Por qué es tan limitado el ámbito actual de los trabajos de transformación de alimentos elegibles cuando existe escasez de mano de obra en todo el sector de la transformación de alimentos y bebidas?

Respuesta 6: Aunque la información del mercado laboral demuestra que existe escasez de mano de obra en todo el sector de la transformación de alimentos, incluidos los sectores de transformación de la carne, la razón para no incluir ocupaciones adicionales en el nuevo componente propuesto es que estos puestos suelen funcionar durante todo el año con un horario de varios turnos, ofrecer un salario más elevado y fabricar productos listos para el mercado con tecnologías de producción en masa. Estas características suelen diferir del trabajo estacional de transformación de pescado y marisco.

También existen otras vías de inmigración para ayudar a estos sectores a contratar y mantener su mano de obra, como el Programa Piloto Agroalimentario, los Programas Provinciales para Nominados y los Programas de Inmigración de Quebec.

Al mismo tiempo, en el caso de los niveles más refinados de trabajo de transformación de alimentos a base de frutas y verduras (es decir, la preparación de platos principales congelados y platos de acompañamiento que incluyen varios ingredientes), por lo general hay menos urgencia temporal para realizar el trabajo, lo que hace que estos sectores dependan menos de la contratación de trabajadores extranjeros temporales para hacer frente a su escasez de mano de obra.

Temporary Foreign Worker (TFW) Program:
Occupational Scope of the New Agriculture and Fish Processing Stream Discussion Paper

Contents

1. Issue 1
2. Background 1
3. Proposal 5
4. Considerations 5
5. Discussion questions 8
Annex A: Accompanying Questions and Answers 11

1. Issue

This discussion paper seeks feedback on the proposed list of eligible occupations ("occupational scope") under the proposed new Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing Stream. This information will inform future policy direction on the new stream and other Temporary Foreign Worker (TFW) programming.

2. Background

2.1 Benefits of the Proposed New Stream

The new stream is expected to generate key benefits for employers by providing priority processing, tailored source nation recruitment, a new market-based approach for wages and deductions, no cap on limit of temporary foreign workers employed and a new-refillable labour market impact assessment (LMIA) that supports re-occurring seasonal work over a proposed 2-year period, along with the ability to re-fill positions. Moreover, a network of employers or multiple businesses operating under one corporate entity will benefit from increased labour mobility.

For workers, the proposed new stream will require employers to provide accommodation to workers that has been inspected by a relevant authority prior to their arrival. The proposed new stream will also see the implementation of a new wage structure that will better reflect the salaries as those made by Canadians and permanent residents. In addition, the issuance of a new stream-specific work permit will provide temporary foreign workers with the ability to work in any occupation included under the new stream and move to another employer with an open LMIA, without having to apply for a new work permit.

To obtain more information on the benefits and proposed program requirements, please consult the instructions for stakeholder's document.

2.2 Current Programming and Primary Agriculture Considerations

The Federal 2022 Budget announced the creation of a New Labour Program for Agriculture and Fish Processing that would be designed to help strengthen worker protections and ensure that Canada's food producers have access to a stable and reliable supply of labour.

Section 315.2(4) of the *Immigration and Refugee Protection Regulations (IRPR)*, defines Primary Agriculture work as:

> ***(4)*** *For the purposes of paragraph (3)(b), work in the primary agriculture sector means, subject to subsection (5), work that is performed within the boundaries of a farm, nursery or greenhouse and involves*
>
> *(a) the operation of agricultural machinery;*
>
> *(b) the boarding, care, breeding, sanitation or other handling of animals,* ***other than fish****, for the purpose of obtaining animal products for market, or activities relating to the collection, handling and assessment of those products; or*
>
> *(c) the planting, care, harvesting or preparation of crops, trees, sod or other plants for market.*

This regulatory definition of primary agriculture work is used to determine eligibility under the TFW Program's four agricultural sub-streams, including the Seasonal Agricultural Worker Program (SAWP). Occupations that meet the definition of primary agriculture are currently exempt from LMIA processing fee, which is currently $1,000 per position requested. The fee will remain in place for occupations that do not meet the definition of primary agriculture (e.g., seasonal fish and seafood processing).

2.3 Proposed Occupational Scope

The following positions are being proposed for inclusion under the proposed new stream:

Primary Agriculture:

- Seasonal[*] and full-year primary agriculture work in **all** primary agriculture commodities (i.e. no longer using ESDC's National Commodities list) in the following occupations:
  - Livestock labourers (NOC 85100)
  - Specialized livestock workers and farm machinery operators (NOC 84120)
  - Nursery and Greenhouse Workers (NOC 85103)
  - Harvesting Labourers (NOC 85101)

[*] *For the purpose of administrating the Temporary Foreign Worker Program, seasonal work is defined as 270 days or less a year.*

Seasonal Fish and Seafood Processing:

- Seasonal* fish and seafood processing jobs in the following occupations:
  - Fish and Seafood Plant Workers (NOC 94142)
  - Labourers in Fish and Seafood Processing (NOC 95107)

Seasonal Primary Fruit and Vegetable Processing:

- Seasonal* primary fruit and vegetable processing work that is time sensitive, i.e., for which the timely processing is important for preserving perishable fruit and vegetables and preventing spoilage. The work involves the minimal processing of raw fruits and vegetables and is generally located in fruit and vegetable processing plants.

- These jobs generally involve the processing of fruit and/or vegetable to create one or more of the following products:
  - frozen fruits and/or vegetable products, such as bags of frozen berries, corn, and peas
  - canned fruit and/or vegetable products, such as stewed tomatoes and tomato sauce
  - pickled vegetables, such as pickles and beets
  - dehydrated and/or freeze-dried vegetable and fruit
  - perishable fruit and vegetable products, such as ready to eat salads, peeled or cut vegetables and fruit

- These positions are classified as Labourers in food and beverage processing (NOC 95106) working in the Fruit and Vegetable Preserving and Specialty food manufacturing sector (NAICS 3114).

- Please note that only a precise selection of job titles and duties of NOC 95106, as well as specific subcategories of NAICS 3114, would qualify for inclusion in the proposed new stream. This is because these two codes include additional types of food processing work, which is considered to share different labour market conditions than the seasonal primary fruit and vegetable food processing and primary agriculture sector. Please refer to the attached Questions and Answers for additional information on scope selection criteria.

2.4 Selection Criteria

All positions being proposed for inclusion in the proposed new stream have been identified using a methodology and are identified as being critical to Canada's food security, economy, competitiveness, and experience on-going labour shortages. These occupations for example are all included in the 2022 Canadian Occupational Projections System (COPS) labour market shortage information.

Employers hiring for these positions (i.e., section 2.3) have been identified as having experienced longstanding challenges recruiting Canadians and permanent residents, which has resulted in a longstanding reliance on hiring temporary foreign workers to fill said positions. This is evidenced by decades of dependence on program mechanisms that have included bilateral agreements with foreign countries to secure critical labour supplies in primary agriculture.

These positions were also selected based on similar characteristics and/or working conditions. For example, they are often time sensitive (i.e., harvesting), seasonal in nature, physically demanding, located in rural and remote areas, low pay, have unconventional work schedules and may necessitate living in shared worker housing, which often makes it difficult for employers to attract Canadians and permanent residents to fill these positions.

ESDC and IRCC are also proposing the inclusion of year-round work in the primary agriculture sector since many livestock-related sectors like the poultry or dairy commodities can provide stable year-round employment. In other areas such as greenhouses, technological advancements have led to longer production period that can go beyond the seasonal limit of 270 days. Moreover, as per the Canadian Agricultural Human Resource Council Agriculture Labour Market Forecast for 2023-2030, "the greenhouse, nursery and floriculture industry [will account for] over one third of the labour gap in agriculture by 2030"[†].

In addition, these positions are generally occupied by temporary foreign workers who experience additional vulnerabilities, which can include having lower education levels and official language literacy and proficiency skills, and being required to live in isolated rural/remote regions.

The proposed scope of the new stream is currently limited to low-skilled work (as defined by the National Occupational Classification system as TEER 4 and 5 positions), which generally only require on-the-job training with no formal educational prerequisites. This requirement aligns with the planned work around the new stream-specific work permit, which proposes providing temporary foreign workers the ability to work in jobs included under the proposed new stream, without obtaining a new work permit and having to reassess the worker's qualifications. In contrast, higher-skill occupations (as defined as TEER 0, 1, 2 and 3 positions) require a more specific assessment of qualifications, which limits the ability to offer the same degree of mobility.

[†] Canadian Agricultural Human Resource Council Agriculture Labour Market Forecast for 2023-2030 – CAHRC LMI Report English (cahrc-ccrha.ca)

This means that the following occupations would not be included under the proposed new stream:

- NOC 80020 – Managers in agriculture;
- NOC 80021 – Managers in horticulture;
- NOC 82030 – Agricultural service contractors and farm supervisors; and
- NOC 82031 – Contractors and supervisors, landscaping, grounds maintenance and horticulture services

It is being proposed that these occupations be processed under the Temporary Foreign Worker Program's Low and High Wage Streams and will not be issued the new stream-specific work permit.

3. Proposal

ESDC is seeking written feedback on the proposed occupational scope of the proposed new stream, including feedback on other occupations that stakeholder would like to see included in the future. ESDC is also interested in receiving your comments around the potential impact that an occupational expansion could have on organizations and/or interest groups.

This discussion paper is also being used to seek input on high-skilled primary agriculture work and how best to support employers and temporary foreign workers in these jobs once the proposed new stream is implemented and the TFW Program's existing four primary agriculture sub-streams are incorporated into the new stream.

4. Considerations

4.1 Potential Numbers of Workers and Employers Affected

Occupations Under the New Stream - Number of Positions and Unique Employers in 2023 by Sectors			
Occupations	**Program Stream**	**Number of Employers**	**Number of Positions**
Primary Agriculture	Seasonal Agricultural Worker Program	2,852	55,435
	Agriculture Stream	4,396	41,941
	High Wage	3	13
	Low Wage	95	1,243
Primary Fruit and Vegetable Processing	High Wage	1	45
	Low Wage	9	1,017
Fish and Seafood	Low Wage	101	4,735

4.2 Seasonality of Position Outside Primary Agriculture

Number of Approved Temporary Foreign Worker (TFW) Positions and Employers, Fish and Food Occupational, Seasonal and Non-seasonal, 2023						
NOC	**2023**					
	Seasonal		**Non-seasonal**		**Unique Total**	
	Position	**Employer**	**Position**	**Employer**	**Position**	**Employer**
9463-Fish and seafood plant workers	3,744	77	843	50	4,587	108
9617-Labourers in food, beverage and associated products processing (NAICS 3114)	1,154	12	217	22	1,371	29
9618-Labourers in fish and seafood processing	1,573	42	248	21	1,821	57
Unique Year Total	**6,471**	**118**	**1,308**	**89**	**7,779**	**177**

Notes:

1. The source for all information in this report is Employment and Social Development Canada's (ESDC) LMIA System. File Extracted on 2024/08/05. File Reference Period, 01/01/2023 to 12/31/2023
2. Effective February 2024, LMIAs in support of 'Permanent Residence (PR) Only' are included in TFWP statistics, unless indicated otherwise. Dual-intent LMIAs and corresponding positions are included under their respective TFW Program stream (e.g., low-wage, high-wage, etc.) This may impact program reporting over time.
3. The LMIA System tracks temporary foreign worker positions only, not temporary foreign workers who are issued a work permit or who enter Canada. Not all positions approved result in a work permit or a temporary foreign worker entering Canada. For information on the number of work permits issued, please consult Immigration, Refugees and Citizenship Canada's (IRCC) Facts and Figures: http://www.cic.gc.ca/english/resources/statistics/menu-fact.asp.
4. The number of LMIAs appearing in this release may differ from those reported previously due to periodic updates.

4.3 Stakeholder Considerations

The table below provides information on some key elements being taken into consideration when contemplating an expanded occupational scope of the proposed new stream.

Key Stakeholder Considerations	
Stakeholders	**Examples of Elements Being Taken into Consideration**
Provinces and Territories	The impact that occupational expansion could have on Provincial/Territorial delivered services and programs, including: • The capacity to conduct housing inspections on a greater number of worker accommodations, along with different housing location types (i.e., farms along with housing provided to workers in the other sectors); • The delivery of worker support services, such as health care; and, • Provincial/Territorial Nominee and Immigration programs and worker eligibility criteria.

Key Stakeholder Considerations	
Stakeholders	**Examples of Elements Being Taken into Consideration**
Workers	It is important to consider the general experiences and vulnerabilities of temporary foreign workers currently employed in those positions as well as for the new cohort of temporary foreign workers that will come work to Canada under the new stream. The TFW Program has undertaken actions to strengthen worker protections to mitigate these vulnerabilities through a range of measures, including regulatory amendments, strengthening the LMIA application process and bolstering the compliance regime.
Employers	Whether there is general agreement from employers in the identified sectors, to have their positions be included in the proposed new stream, noting that once the new stream is implemented, it will be the only TFW Program stream available to obtain LMIAs for positions included in the new proposed stream. Additionally, employers will be required to meet new housing requirements, including providing workers with accommodations.
SAWP Source Nations	The interest of SAWP nations in expanding the occupational scope of country agreements to include additional occupations, along with the ability of Mexico and Caribbean participating nations to recruit a substantial number of workers to fill these positions.
Worker Advocacy Groups	Determine whether temporary foreign workers working in positions that could be included under the proposed new stream generally experience additional vulnerabilities when compared to other temporary foreign workers. This would make them good candidates for the new stream, particularly the stream-specific work permit.
General Public	The TFW Program is intended to support employers in situations where they are unable to fill labour shortage and skills gaps with Canadians and permanent residents. As such, new occupations will only be considered for inclusion under the new stream if there are systematic and chronic labour shortages in these sectors. Another key consideration is to ensure that temporary foreign workers have the same workplace protections under applicable federal, provincial, and territorial employment standards as Canadians and permanent residents.

After having reviewed the proposed scope and its rationale, your views on these questions will inform ESDC policy direction to ensure that program policies are adequately tailored to support an efficient and effective labour market.

5. Discussion Questions

5.1 General Questions

The discussion questions below are being used to guide stakeholder feedback on the occupational scope of the new stream and that your feedback can go beyond these questions and cover elements you deem of key importance for this topic-specific discussion paper. As such, the questions may not all be applicable to your organization and/or interest group. In addition, some stakeholders may be in a position to only provide feedback on certain occupations.

1) Please identify any issues and/or challenges you foresee arising because of the proposed scope of the new stream, including the issuance of a stream-specific work permit. As part of your response, please consider:
    - Any certification/licensing requirements of the position(s) (either mandatory or generally required by employers).
    - Any French/English language requirements, or a lack of language requirements for the position(s), including impacts on occupational health and safety (including training).
    - Are the new positions currently identified mostly seasonal in nature?

2) For the new occupations outside of primary agriculture, should the fish and seafood and primary fruit and vegetable processing occupations under the new stream be only for seasonal positions? Please provide data, evidence and any other considerations demonstrating a need for these occupations to be year-round.

3) Please identify any additional National Occupational Classification (NOC) position(s) you would like to see included in the stream. As part of your response, please:
    - Include a description of key duties of the position and identify which position duties (1) involve the use of machinery, and/or (2) carry occupational safety risks, and which require worker training.
    - Include information on whether the skills and competencies required are transferable to other occupations identified under the new stream.
    - Identify the prevailing wages generally offered.
    - Identify any mandatory licensing and/or training credentials, which are required for the position. As part of your response, please include details for each Province/Territory.

- Identify any mandatory French and/or English language requirements or if any language proficiencies are highly recommended for this position.
- Identify if your request pertains to seasonal work and/or year-round work. If seasonal work is identified, please explain the duration being requested and the reason(s) for this period.
- Include examples of recent job bank or recruitment advertisements for this position.
- Specify the opportunities and challenges related to the mandatory provision of employer-provided housing for these new occupations under the proposed new stream.

4) For each NOC occupation(s) being recommended in answer 3, please explain why this position would fit well within the objectives of the new stream. Where possible, please make linkages to the occupation selection criteria, as identified in section 2.3 of this paper. For example, if available, please submit evidence (i.e. reports, analysis, surveys, etc.) that demonstrates the existence of systematic and/or long enduring labour shortages in this position.

5) For each NOC occupation(s) being recommended in answer 3, please explain which challenges and obstacles exist with current Temporary Foreign Worker Program requirements and how the inclusion of this occupation under the new stream would help to address these challenges.

6) What would be the impact for your organization and/or interest group, if the Government of Canada was to expand the occupational scope of the new stream?

5.2 Optional Questions Concerning High-Skilled Primary Agriculture Work

Under the TFW Program, the following occupations are classified as high-skilled primary agriculture work:

- NOC 80020 – Managers in Agriculture (TEER 0);
- NOC 80021 – Manager in Horticulture (TEER 0);
- NOC 82030 – Agricultural service contractors and farm supervisors (TEER 2); and
- NOC 82031 – Contractors and supervisors, landscaping, grounds maintenance and horticulture services (TEER 2).

1) What concerns do you have with the proposed removal of some occupations?
    a. In your experience, are these positions generally occupied by workers that share similar working and living conditions as low-skilled primary agriculture workers? If so, please explain.
    b. Does the primary agriculture sector generally experience the same level of difficulties recruiting Canadians and permanent residents to fill high-skilled primary agriculture

work, as they do with low-skilled primary agriculture work? If so, please explain and, where possible, submit evidence (i.e., reports, analysis, surveys, etc.) which demonstrates that systematic and/or long enduring labour shortages exist in high-skilled primary agriculture work.

c. Please provide the following details for each of the 4 high-skilled primary agriculture jobs as noted above:
    (i) A description of key job duties. As part your response, please identify which job duties (1) involve the use of machinery, and/or (2) carry occupational safety risks, including any that require worker safety training.
    (ii) Identify the prevailing wages generally offered, and the criteria employed when determining individual wage rates.
    (iii) Identify any mandatory licensing and/or training credentials required for the position. As part of your response, please include details for each or your respective province or territory.
    (iv) Identify any mandatory French and/or English language requirements required and/or highly recommended for this position?
    (v) Include examples of recent Job Bank postings or recruitment advertisements for this position.

Annex A: Accompanying Questions and Answers

Question 1: What are the proposed primary agriculture NOC occupations to be included under the new stream?

Answer 1: Seasonal* and full-year primary agriculture work in all primary agriculture commodities (i.e. no longer the use of ESDC's National Commodities list) in the following occupations:

- Livestock labourers (NOC 85100)
- Specialized livestock workers and farm machinery operators (NOC 84120)
- Nursery and Greenhouse Workers (NOC 85103)
- Harvesting Labourers (NOC 85101)

Question 2: What are the proposed NOC occupations, outside of primary agriculture, that are proposed to be included under the new stream?

Answer 2: The proposed occupations for seasonal fish and seafood processing are:

- Seasonal* fish and seafood processing jobs in the following occupations:
  - Fish and Seafood Plant Workers (NOC 94142)
  - Labourers in Fish and Seafood Processing (NOC 95107)

- Seasonal Primary Fruit and Vegetable Processing
  - Seasonal* primary fruit and vegetable processing work that is time sensitive and is important for preserving perishable fruit and vegetables and preventing spoilage.

- These positions are classified as Labourers in food and beverage processing (NOC 95106) working in the Fruit and Vegetable Preserving and Specialty food manufacturing sector (NAICS 3114).

- With that said, please note that not all food processing jobs classified under NOC 95106 and/or NAICS 3114 are eligible under the new stream, since these classifications include positions and sectors that can go beyond eligible food processing work.

Question 3: What is the Program definition of seasonality?

Answer 3: Seasonal work is defined as an employment duration that is no more than 270 days.

Question 4: What is the rationale for including both seasonal and year-round primary agriculture work in the new stream, when SAWP is limited to seasonal work?

> **Answer 4**: The decision to include both seasonal and year-round primary agriculture work in the new stream is based on the need to streamline TFW Program requirements to ensure all primary agriculture workers and employers' benefit from more consistent requirements. For example, agricultural workers are presently hired under the TFW Program's Primary Agriculture stream, which consists of four sub-streams, each with their own set of program requirements and benefits. At the same time, apart from the SAWP, which is limited to seasonal work, the remaining three sub-streams allow for both seasonal and year-round work. The need for year-round workers stems from the evolution of Canada's agri-food sector, which saw a transition to the use of year-round greenhouses.

Question 5: Why is the proposed occupational scope of the new stream currently limited to only seasonal fish, seafood and primary fruit and vegetable processing work?

> **Answer 5**: The decision to limit fish, seafood and primary fruit and vegetable processing to only seasonal work aligns with ESDC's policy direction to ensure all positions in the stream share similar characteristics of the primary agriculture sector, which includes having a longstanding reliance on the hiring of temporary foreign workers.
>
> Based on historical TFW Program usage, these sectors have primarily only relied on the employment of temporary foreign workers for seasonal work. Generally, the fish, seafood and primary fruit and vegetable processing work is seasonal in nature, with a strong time-sensitive component to the work (i.e., the work needs to be done quickly, to ensure products do not spoil).

Question 6: Why is the current scope of the eligible food processing work so limited, when labour shortages exist throughout the entire food and beverage processing sector.

> **Answer 6:** While labour market information demonstrates that labour shortages exist in the broader food processing sector, including in the meat processing sectors, the rationale for not including additional occupations in the proposed new stream is that these positions generally operate year-round with multiple shifts schedule, offer a higher salary, and are producing ready for market products with mass production technologies. These characteristics generally differ from the seasonal fish and seafood processing work. Additional immigration pathways are also available to help support these sectors in hiring and sustaining their labour force, such as the Agri-Food Pilot, the Provincial Nominee Programs and the Quebec Immigration Programs.

At the same time, in the case of more refined levels of fruit and vegetable food processing work (i.e., the preparation of frozen entrees and side dishes that include several ingredients) there is generally less of a time sensitive urgency to do the work, which makes these sectors less reliant on the hiring of temporary foreign workers to address their labour shortages.

Programme des Travailleurs étrangers temporaires (TET)
Document de discussion sur le champ d'application professionnel du nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson

Table des matières

1. Enjeu 1
2. Contexte 1
3. Proposition 5
4. Facteurs à prendre en compte 6
5. Questions aux fins de discussion 10
Annexe A : Question et réponses complémentaires 13

1. Enjeu

Le présent document de discussion vise à recueillir la rétroaction des parties prenantes sur la liste proposée des professions admissibles (« champ d'application professionnel ») dans le cadre du nouveau volet proposé pour les travailleurs étrangers temporaires œuvrant dans le domaine de l'agriculture et la transformation du poisson. Ces renseignements éclaireront l'orientation stratégique future concernant le nouveau volet et d'autres volets du programme des travailleurs étrangers temporaires (TET).

2. Contexte

2.1 Avantages du nouveau volet proposé

Le nouveau volet prévoit générer des avantages clés pour les employeurs en offrant un traitement prioritaire, un recrutement des pays sources adapté au besoin des employeurs, une nouvelle approche basée sur le marché pour les salaires et les retenues, aucun plafond sur la limite des travailleurs étrangers temporaires employés et une nouvelle évaluation de l'impact sur le marché du travail (EIMT) renouvelable, qui soutient le travail saisonnier récurrent sur une période proposée de deux ans, ainsi que la possibilité de repourvoir les postes. En outre, un réseau d'employeurs ou d'entreprises multiples exploité sous une même personne morale bénéficiera d'une mobilité accrue de la main-d'œuvre.

En ce qui concerne les travailleurs, le nouveau volet proposé obligera les employeurs à leur fournir un logement qui aura été inspecté par une autorité compétente avant leur arrivée. Le nouveau volet proposé prévoit également la mise en place d'une nouvelle structure salariale qui reflétera mieux les salaires des Canadiens et des résidents permanents. En outre, la délivrance d'un nouveau permis de travail propre au volet offrira aux travailleurs étrangers temporaires la possibilité de travailler dans n'importe quelle profession incluse dans le nouveau volet et de passer à un autre employeur avec une EIMT ouverte, sans avoir à demander un nouveau permis de travail.

Pour obtenir plus de renseignements sur les avantages et les exigences de programme proposés, veuillez consulter le document d'instructions pour les intervenants.

2.2 Programmation actuelle et considérations relatives à l'agriculture primaire

Le budget fédéral 2022 a annoncé la création d'un nouveau programme de main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture et la transformation du poisson, qui serait conçu pour renforcer les protections des travailleurs et à garantir que les producteurs alimentaires du Canada ont accès à un approvisionnement stable et fiable en main-d'œuvre.

L'article 315.2(4) du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés (RIPR)* définit le travail agricole primaire comme suit :

> ***(4)*** *Pour l'application de l'alinéa (3)(b), un travail dans le secteur de l'agriculture primaire est, sous réserve du paragraphe (5), un travail effectué dans les limites d'une ferme, d'une pépinière ou d'une serre et comprenant :*
>
> *a) soit l'utilisation de machinerie agricole;*
>
> *b) soit l'hébergement, les soins, la reproduction, l'hygiène ou d'autres activités liées à l'entretien des animaux,* ***autres que les poissons****, visant l'obtention de produits animaux pour leur commercialisation, de même que les activités liées à la collecte, à la manutention et à l'évaluation de ces produits;*
>
> *c) la plantation, l'entretien, la récolte ou la préparation des cultures, des arbres, du gazon de placage ou d'autres plantes pour leur commercialisation.*

Cette définition réglementaire du travail agricole primaire est utilisée pour déterminer l'admissibilité aux quatre sous-volets agricoles du Programme des TET, y compris le Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS). Les professions qui répondent à la définition de l'agriculture primaire sont actuellement exemptées des frais de traitement d'EIMT, qui s'élèvent actuellement à 1 000 $ par poste demandé. Les frais demeureront en vigueur pour les professions qui ne répondent pas à la définition de l'agriculture primaire (p. ex. la transformation saisonnière du poisson et des fruits de mer).

2.3 Champ d'application professionnel proposé

Il est proposé d'inclure les postes suivants dans le nouveau volet proposé:

Agriculture primaire :

- Le travail agricole saisonnier* et à l'année dans **tous** les produits agricoles primaires (c.-à-d. qui ne sont plus utilisés dans la Liste nationale des secteurs agricoles d'EDSC) dans les professions suivantes :
  - Manœuvres aux soins du bétail (CNP 85100)
  - Ouvriers spécialisés/ouvrières spécialisées dans l'élevage et opérateurs/opératrices de machineries agricoles (CNP 84120)
  - Manœuvres de pépinières et de serres (CNP 85103)
  - Manœuvres à la récolte (CNP 85101)

Transformation saisonnière du poisson et des fruits de mer :

- Emplois saisonniers* dans le secteur de la transformation du poisson et des fruits de mer dans les professions suivantes :
  - Ouvriers/ouvrières dans les usines de transformation du poisson et de fruits de mer (CNP 94142)
  - Manœuvres dans la transformation du poisson et des fruits de mer (CNP 95107)

Transformation saisonnière des fruits et légumes primaires :

- Travaux saisonniers* de transformation des fruits et légumes primaires, assujettis à des contraintes de temps et importants pour la conservation des fruits et légumes périssables et la prévention de leur détérioration. Les travaux consistent d'une transformation minimale des fruits et légumes bruts et se déroulent généralement dans des usines de transformation des fruits et légumes.

- Ces emplois consistent généralement à transformer des fruits ou des légumes pour créer un ou plusieurs des produits suivants :
  - fruits ou légumes surgelés, notamment les sacs de baies, de maïs et de pois surgelés;
  - fruits ou légumes en conserve, tels que les tomates à l'étuvée et la sauce tomate;
  - légumes marinés, notamment les cornichons et les betteraves;
  - légumes ou fruits déshydratés ou lyophilisés;
  - produits périssables à base de fruits ou de légumes, notamment les salades prêtes à consommer, les légumes et les fruits épluchés ou coupés.

* *Aux fins de l'administration du Programme des travailleurs étrangers temporaires, le travail saisonnier est défini comme 270 jours ou moins par année.*

- Ces postes sont classés dans le groupe des Manœuvres dans la transformation des aliments et des boissons (CNP 95106) travaillant dans le secteur de la mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires (SCIAN 3114).

- Veuillez noter que seule une sélection précise de titres d'emploi et de tâches de la CNP 95106, ainsi que des sous-catégories spécifiques du SCIAN 3114, pourraient être inclus dans le nouveau volet proposé. Cela s'explique par le fait que ces deux codes incluent d'autres types de travaux de transformation alimentaire, qui sont considérés comme ayant des conditions de marché du travail différentes de celles du secteur saisonnier de la transformation alimentaire primaire des fruits et légumes et de l'agriculture primaire. Veuillez consulter les questions et les réponses ci-jointes pour plus de renseignements sur les critères de sélection du champ d'application.

2.4 Critères obligatoires de sélection

Tous les postes qu'il est proposé d'inclure dans le nouveau volet ont été cernés à l'aide d'une méthodologie et sont considérés comme essentiels à la sécurité alimentaire, à l'économie et à la compétitivité du Canada, et connaissent des pénuries de main-d'œuvre permanentes. Ces professions, par exemple, sont toutes incluses dans le Système de projections des professions au Canada (SPPC) sur les pénuries de main-d'œuvre.

Il a été déterminé que les employeurs qui recrutent pour ces postes (c.-à-d. la section 2.3) connaissent depuis longtemps des difficultés à recruter des Canadiens et des résidents permanents, ce qui s'est traduit par une dépendance de longue date à l'égard de l'embauche de travailleurs étrangers temporaires pour occuper ces postes. Cette situation est attestée par des décennies de dépendance à l'égard de mécanismes de programmes qui ont inclus des ententes bilatérales avec des pays étrangers afin de garantir une offre de main-d'œuvre essentielle dans l'agriculture primaire.

Ces postes ont également été sélectionnés sur la base de caractéristiques ou de conditions de travail similaires. Par exemple, ils sont souvent assujettis à des contraintes de temps (c.-à-d. la récolte), saisonniers, physiquement exigeants, situés dans des zones rurales et éloignées, offrant des bas salaires, ont des horaires de travail irréguliers et peuvent nécessiter de vivre dans des logements partagés, ce qui rend souvent difficile pour les employeurs d'attirer des Canadiens et des résidents permanents pour occuper ces postes.

EDSC et IRCC proposent également d'inclure le travail à l'année dans le secteur de l'agriculture primaire, car de nombreux secteurs liés à l'élevage, comme la volaille ou les produits laitiers, peuvent offrir des emplois stables à l'année. Dans d'autres domaines tels que les serres, les progrès technologiques ont permis d'allonger la période de production, qui peut aller au-delà de

la limite saisonnière de 270 jours. De plus, selon les prévisions du marché du travail agricole pour 2023-2030 du Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture, « l'industrie des serres, des pépinières et de la floriculture [représentera] plus d'un tiers de la pénurie de main-d'œuvre dans l'agriculture d'ici 2030 »[†].

En outre, ces postes sont généralement occupés par des travailleurs étrangers temporaires qui présentent des vulnérabilités supplémentaires, notamment un niveau d'éducation moins élevé et des compétences plus faibles en matière d'alphabétisation et de maîtrise des langues officielles, ainsi que l'obligation de vivre dans des régions rurales isolées.

Le champ d'application proposé pour le nouveau volet est actuellement limité aux emplois peu spécialisés (tels que définis par le système de Classification nationale des professions comme des postes FEER 4 et 5), qui ne requièrent généralement qu'une formation en milieu de travail, sans préalables formels en matière d'éducation. Cette exigence s'harmonise avec les travaux prévus concernant le nouveau permis de travail propre au volet, qui propose de fournir aux travailleurs étrangers temporaires la possibilité de travailler dans des emplois relevant du nouveau volet proposé, sans avoir à obtenir un nouveau permis de travail ni à subir une réévaluation de leurs qualifications. En revanche, les professions plus spécialisées (définies comme des postes FEER 0, 1, 2 et 3) nécessitent une évaluation plus spécifique des qualifications, ce qui limite la possibilité d'offrir le même degré de mobilité.

Cela signifie que les professions suivantes ne seraient pas incluses dans le nouveau volet proposé :

- CNP 80020 – Gestionnaires en agriculture;
- CNP 80021 – Gestionnaires en horticulture;
- CNP 82030 – Entrepreneurs/entrepreneuses de services agricoles et surveillants/surveillantes d'exploitations agricoles;
- CNP 82031 – Entrepreneurs/entrepreneuses et superviseurs/superviseures des services de l'aménagement paysager, de l'entretien des terrains et de l'horticulture.

Il est proposé de traiter ces postes en vertu des volets à bas et haut salaire du Programme des travailleurs étrangers temporaires, lesquels ne se verront pas délivrer le nouveau permis de travail propre au nouveau volet.

3. Proposition

EDSC sollicite une rétroaction écrite sur le champ d'application professionnel proposé pour le nouveau volet, y compris une rétroaction sur d'autres professions que les intervenants

[†] Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture Prévisions du marché du travail agricole de 2023 à 2030 – Rapport en français d'IMT du CCRHA (cahrc-ccrha.ca)

souhaiteraient voir incluses à l'avenir. EDSC souhaite également recevoir vos commentaires sur l'impact potentiel d'un élargissement professionnel sur les organismes ou les groupes d'intérêt.

Le présent document de discussion sert également à recueillir des commentaires sur les emplois hautement spécialisés dans l'agriculture primaire et sur la meilleure façon d'appuyer les employeurs et les travailleurs étrangers temporaires dans ces emplois une fois que le nouveau volet proposé sera mis en œuvre et que les quatre sous-volets de l'agriculture primaire du programme de TET seront incorporés dans le nouveau volet.

4. Facteurs à prendre en compte

4.1 Nombre de travailleurs et d'employeurs potentiellement touchés

Professions relevant du nouveau volet – Nombre de postes et d'employeurs uniques en 2023 par secteur			
Professions	**Volet du programme**	**Nombre d'employeurs**	**Nombre de postes**
Agriculture primaire	Programme des travailleurs agricoles saisonniers	2 852	55 435
	Volet agricole	4 396	41 941
	Haut salaire	3	13
	Bas salaire	95	1 243
Transformation des fruits et légumes primaires	Haut salaire	1	45
	Bas salaire	9	1 017
Poissons et fruits de mer	Bas salaire	101	4 735

4.2 Saisonnalité des postes en dehors de l'agriculture primaire

Nombre de postes de travailleurs étrangers temporaires (TET) et d'employeurs approuvés, professions dans les domaines du poisson et de l'alimentation, saisonnier et non saisonnier, 2023						
CNP	**2023**					
	Saisonnier		**Non saisonnier**		**Total unique**	
	Poste	**Employeur**	**Poste**	**Employeur**	**Poste**	**Employeur**
9463 – Ouvriers/ouvrières dans les usines de transformation du poisson et de fruits de mer	3 744	77	843	50	4 587	108
9617 – Manœuvres dans la transformation des aliments, des boissons et des produits connexes (SCIAN 3114)	1 154	12	217	22	1 371	29
9618 – Manœuvres dans la transformation du poisson et des fruits de mer	1 573	42	248	21	1821	57
Total annuel unique	**6 471**	**118**	**1 308**	**89**	**7 779**	**177**

Remarques :

1. Tous les renseignements contenus dans le présent rapport proviennent du système d'EIMT d'Emploi et Développement social Canada (EDSC). Fichier extrait le 5 août 2024. Période de référence du fichier : 1er janvier au 31 décembre 2023.
2. À partir de février 2024, les EIMT en soutien à la « résidence permanente (RP) uniquement » sont incluses dans les statistiques du PTET, sauf indication contraire. Les EIMT à double intention et les postes correspondants sont inclus dans leur volet respectif du PTET (p. ex. bas salaire et haut salaire). Cela peut avoir une incidence sur les rapports liés au programme au fil du temps.
3. Le système d'EIMT assure le suivi des postes des TET uniquement et non les TET qui obtiennent un permis de travail ou qui entrent au Canada. Tous les postes approuvés ne donnent pas lieu à l'obtention d'un permis de travail ou à l'entrée d'un TET au Canada. Pour obtenir des renseignements sur le nombre de permis de travail délivrés, veuillez consulter les faits et chiffres d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) : https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/statistiques-donnees-ouvertes.html
4. Le nombre d'EIMT figurant dans le présent communiqué peut différer de celui indiqué précédemment en raison de mises à jour périodiques.

4.3 Facteurs à prendre en compte relativement aux intervenants

Le tableau ci-dessous fournit des renseignements sur certains éléments clés pris en compte lorsqu'il s'agit d'envisager un élargissement du champ d'application professionnel du nouveau volet proposé.

Facteurs à prendre en compte relativement aux principaux intervenants	
Intervenants	**Exemples d'éléments pris en compte**
Provinces et territoires	L'impact que l'élargissement professionnel pourrait avoir sur les services et les programmes fournis par la province ou le territoire, notamment : • la capacité de mener des inspections sur un plus grand nombre de logements de travailleurs, ainsi que sur différents types d'emplacements de logement (p. ex. les fermes et les logements fournis aux travailleurs dans les autres secteurs); • la prestation de services de soutien aux travailleurs, tels que les soins de santé; • les programmes de candidats d'une province ou d'un territoire et d'immigration ainsi que les critères d'admissibilité des travailleurs.
Travailleurs	Il est important de prendre en compte les expériences générales et les vulnérabilités des travailleurs étrangers temporaires qui occupent actuellement ces postes, ainsi que celles de la nouvelle cohorte de travailleurs étrangers temporaires qui viendront travailler au Canada dans le cadre du nouveau volet. Le Programme des TET a entrepris de renforcer la protection des travailleurs afin d'atténuer ces vulnérabilités par le biais d'une série de mesures, notamment des modifications réglementaires, le renforcement du processus de demande d'EIMT et le renforcement du régime de conformité.
Employeurs	Déterminer s'il existe un accord généralisé de la part des employeurs dans les secteurs identifiés pour que leurs postes soient inclus dans le nouveau volet proposé, en notant qu'une fois que le nouveau volet sera mis en œuvre, ce sera le seul volet du Programme des TET disponible pour obtenir des EIMT aux fins des postes inclus dans le nouveau volet proposé. En outre, les employeurs seront tenus de respecter de nouvelles exigences en matière de logement, notamment en fournissant des logements aux travailleurs.

Facteurs à prendre en compte relativement aux principaux intervenants	
Intervenants	**Exemples d'éléments pris en compte**
Pays sources du PTAS	L'intérêt des pays participant au PTAS pour l'élargissement du champ d'application des ententes nationales afin d'inclure des professions supplémentaires, ainsi que la capacité du Mexique et des pays des Caraïbes participant au PTAS à recruter un nombre important de travailleurs pour occuper ces postes.
Groupes de défense des travailleurs	Déterminer si les travailleurs étrangers temporaires qui occupent des postes susceptibles d'être inclus dans le nouveau volet proposé sont généralement plus vulnérables que les autres travailleurs étrangers temporaires. Ils seraient donc de bons candidats pour le nouveau volet, en particulier pour le permis de travail propre à ce volet.
Grand public	Le Programme des TET vise à aider les employeurs dans les situations où ils ne sont pas en mesure de combler les pénuries de main-d'œuvre et les déficits de compétences avec des Canadiens et des résidents permanents. Ainsi, l'inclusion de nouvelles professions dans le nouveau volet ne sera envisagée que s'il existe des pénuries de main-d'œuvre importantes, systémiques et chroniques dans ces secteurs. Une autre considération clé consiste à s'assurer que les travailleurs étrangers temporaires bénéficient des mêmes protections en milieu de travail que la population canadienne et les résidents permanents en vertu des normes d'emploi fédérales, provinciales et territoriales applicables.

Après avoir examiné le champ d'application proposé et sa justification, votre avis sur ces questions éclairera l'orientation stratégique d'EDSC afin de garantir que les politiques des programmes soient adaptées de manière adéquate pour soutenir un marché du travail efficace et efficient.

5. Questions aux fins de discussion

5.1 Principales questions générales

Les questions de discussion ci-dessous sont utilisées pour guider les commentaires des parties prenantes sur le champ d'application professionnel du nouveau volet. Vos commentaires peuvent aller au-delà de ces questions et couvrir des éléments que vous jugez essentiels en lien avec le thème de ce document de discussion. Ainsi, les questions peuvent ne pas être toutes applicables à votre organisme ou groupe d'intérêt. En outre, certains intervenants peuvent être en mesure de ne fournir une rétroaction qu'à l'égard de certaines professions.

1) Veuillez indiquer les enjeux ou les défis que vous prévoyez en raison du champ d'application proposé du nouveau volet, y compris la délivrance d'un permis de travail propre à ce dernier. Dans votre réponse, veuillez tenir compte de :
    - toute exigence en matière de certification ou de permis pour le(s) poste(s) (obligatoire ou généralement exigée par les employeurs);
    - toute exigence linguistique (français/anglais) ou l'absence d'exigences linguistiques pour le(s) poste(s), y compris les incidences sur la santé et la sécurité au travail (notamment la formation);
    - les nouveaux postes actuellement désignés sont-ils essentiellement de nature saisonnière?

2) Pour les nouvelles professions en dehors de l'agriculture primaire, les professions liées à la transformation du poisson et des fruits de mer et des fruits et légumes primaires dans le cadre du nouveau volet devraient-elles être réservées aux postes saisonniers? Veuillez fournir des données, des preuves et tout autre facteur à prendre en compte démontrant la nécessité pour ces professions d'être exercées à l'année.

3) Veuillez indiquer tout poste supplémentaire de la Classification nationale des professions (CNP) que vous souhaiteriez voir figurer dans le volet. Dans votre réponse, veuillez :
    - inclure une description des tâches clés du poste et indiquer quelles tâches 1) nécessitent l'utilisation de machines ou 2) comportent des risques en matière de sécurité au travail et qui nécessitent une formation des travailleurs;
    - indiquer si les aptitudes et les compétences requises sont transférables à d'autres professions mentionnées dans le cadre du nouveau volet;
    - indiquer les salaires courants généralement offerts;
    - indiquer les permis ou les titres de compétences obligatoires requis pour le poste. Veuillez inclure les détails propres à chaque P/T dans votre réponse;

- indiquer toute exigence linguistique obligatoire à l'égard du français ou de l'anglais ou si des compétences linguistiques sont fortement recommandées pour ce poste;
- préciser si votre demande concerne un travail saisonnier ou un travail à l'année. S'il s'agit d'un travail saisonnier, veuillez expliquer la durée demandée et le ou les motifs pour cette période;
- joindre des exemples d'offres d'emploi ou d'annonces de recrutement récentes pour ce poste;
- préciser les possibilités et les défis liés à l'obligation de fournir un logement par l'employeur pour ces nouvelles professions dans le cadre du nouveau volet proposé.

4) Pour chaque profession de la CNP recommandée dans la réponse 3, veuillez expliquer pourquoi ce poste correspondrait bien aux objectifs du nouveau volet. Dans la mesure du possible, veuillez établir des liens avec les critères de sélection de la profession, tels qu'ils sont définis au point 2.3 du présent document. Par exemple, si elles sont disponibles, veuillez soumettre des preuves (c.-à-d. des rapports, analyses, enquêtes, etc.) qui démontrent l'existence de pénuries de main-d'œuvre systématiques ou de longue durée pour ce poste.

5) Pour chaque profession de la CNP recommandée dans la réponse 3, veuillez expliquer quels sont les défis et les obstacles liés aux exigences actuelles du Programme des travailleurs étrangers temporaires et comment l'inclusion de cette profession dans le nouveau volet contribuerait à relever ces défis.

6) Quel serait l'impact pour votre organisme ou groupe d'intérêt si le gouvernement du Canada élargissait le champ d'application professionnel du nouveau volet?

5.2 Questions facultatives concernant les emplois agricoles primaires hautement spécialisés

Dans le cadre du Programme des TET, les professions suivantes sont considérées comme des emplois agricoles primaires hautement spécialisés :

- CNP 80020 – Gestionnaires en agriculture (FEER 0);
- CNP 80021 – Gestionnaires en horticulture (FEER 0);
- CNP 82030 – Entrepreneurs/entrepreneuses en services agricoles et superviseurs/superviseures d'exploitations agricoles (FEER 2);
- CNP 82031 – Entrepreneurs/entrepreneuses et superviseurs/superviseures des services de l'aménagement paysager, de l'entretien des terrains et de l'horticulture (FEER 2).

Document de discussion sur le champ d'application professionnel du nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson

1) Quelles sont vos préoccupations concernant la proposition de suppression de certaines professions?
    a. D'après votre expérience, ces postes sont-ils généralement occupés par des travailleurs qui partagent des conditions de travail et de vie similaires à celles des travailleurs peu qualifiés de l'agriculture primaire? Dans l'affirmative, veuillez expliquer.
    b. Le secteur de l'agriculture primaire éprouve-t-il généralement les mêmes difficultés à recruter des Canadiens et des résidents permanents pour occuper des emplois hautement spécialisés dans le secteur de l'agriculture primaire que pour des emplois peu spécialisés dans le secteur de l'agriculture primaire? Dans l'affirmative, veuillez expliquer et, si possible, présenter des preuves (rapports, analyses, enquêtes, etc.) démontrant qu'il existe des pénuries de main-d'œuvre systématiques ou durables dans les emplois agricoles primaires hautement spécialisés.
    c. Veuillez fournir les détails suivants pour chacun des quatre emplois agricoles primaires hautement spécialisés mentionnés ci-dessus :
        (i) une description des principales tâches de l'emploi. Dans votre réponse, veuillez préciser les tâches professionnelles 1) qui nécessitent l'utilisation de machines ou 2) qui comportent des risques en matière de sécurité au travail, y compris celles qui nécessitent une formation à la sécurité des travailleurs;
        (ii) indiquez les salaires généralement offerts et les critères utilisés pour déterminer les taux de salaire individuels;
        (iii) indiquez tout permis ou toute formation obligatoire pour le poste. Dans votre réponse, veuillez inclure des détails pour chaque province ou territoire ou votre province ou territoire;
        (iv) indiquez les exigences linguistiques obligatoires à l'égard du français ou de l'anglais requises ou fortement recommandées pour ce poste;
        (v) joignez des exemples d'offres d'emploi ou d'annonces de recrutement récentes pour ce poste dans la banque d'emplois.

Annexe A : Question et réponses complémentaires

Question 1 : Quelles sont les professions agricoles primaires de la CNP qu'il est proposé d'inclure dans le nouveau volet?

Réponse 1 : Emplois agricoles primaires saisonniers* et à l'année dans tous les produits agricoles primaires (c.-à-d. qui ne sont plus utilisés dans la Liste nationale des secteurs agricoles d'EDSC) dans les professions suivantes :

- Manœuvres aux soins du bétail (CNP 85100);
- Ouvriers spécialisés/ouvrières spécialisées dans l'élevage et opérateurs/opératrices de machineries agricoles (CNP 84120);
- Manœuvres de pépinières et de serres (CNP 85103);
- Manœuvres à la récolte (CNP 85101).

Question 2 : Quelles sont les professions proposées dans la CNP, en dehors de l'agriculture primaire, qu'il est proposé d'inclure dans le nouveau volet?

Réponse 2 : Les professions proposées pour la transformation saisonnière du poisson et des fruits de mer sont :

- Emplois saisonniers* dans le secteur de la transformation du poisson et des fruits de mer dans les professions suivantes :
  - Ouvriers/ouvrières dans les usines de transformation du poisson et de fruits de mer (CNP 94142);
  - Manœuvres dans la transformation du poisson et des fruits de mer (CNP 95107).

- Transformation saisonnière des fruits et légumes primaires
  - Emplois saisonniers* dans la transformation des fruits et légumes primaires, assujettis à des contraintes de temps et importants pour la conservation des fruits et légumes périssables et la prévention de leur détérioration.

- Ces postes sont classés dans le groupe des Manœuvres dans la transformation des aliments et des boissons (CNP 95106) travaillant dans le secteur de la fabrication de conserves de fruits et de légumes et d'aliments de spécialité (SCIAN 3114).

- Cela dit, il convient de noter que tous les emplois dans le secteur de la transformation des aliments classés sous la rubrique CNP 95106 ou SCIAN 3114 ne sont pas admissibles dans le cadre du nouveau volet, étant donné que ces classifications comprennent des postes et des secteurs qui peuvent aller au-delà des emplois admissibles dans le secteur de la transformation des aliments.

Question 3 : Quelle est la définition du programme de la saisonnalité?

Réponse 3 : Le travail saisonnier est défini comme une durée d'emploi ne dépassant pas 270 jours.

Question 4 : Comment justifie-t-on l'inclusion du travail agricole primaire saisonnier et à l'année dans le nouveau volet, alors que le PTAS est limité au travail saisonnier?

Réponse 4 : La décision d'inclure les emplois agricoles primaires saisonniers et à l'année dans le nouveau volet est basée sur la nécessité de simplifier les exigences du Programme des TET afin de garantir que tous les travailleurs et employeurs agricoles primaires bénéficient d'exigences plus cohérentes. Par exemple, les travailleurs agricoles sont actuellement embauchés dans le cadre du volet de l'agriculture primaire du Programme des TET, qui comprend quatre sous-volets, chacun ayant son propre ensemble d'exigences et d'avantages. Parallèlement, à l'exception du PTAS, qui est limité au travail saisonnier, les trois autres sous-volets permettent un travail à la fois saisonnier et à l'année. Le besoin de travailleurs à l'année découle de l'évolution du secteur agroalimentaire canadien, qui a connu une transition vers l'utilisation de serres à l'année.

Question 5 : Pourquoi le champ d'application professionnel proposé pour le nouveau volet est-il actuellement limité seulement aux travaux saisonniers de transformation du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes primaires?

Réponse 5 : La décision de limiter la transformation du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes primaires au travail saisonnier s'harmonise à l'orientation stratégique d'EDSC visant à garantir que tous les postes du volet partagent les mêmes caractéristiques que le secteur de l'agriculture primaire, ce qui inclut une dépendance de longue date à l'égard de l'embauche de travailleurs étrangers temporaires.

D'après l'utilisation historique du Programme des TET, ces secteurs ont principalement compté sur l'emploi de travailleurs étrangers temporaires pour les travaux saisonniers. En général, les travaux de transformation du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes primaires sont de nature saisonnière, avec une forte composante d'assujettissement à des contraintes de temps (c.-à-d. que le travail doit être effectué rapidement, pour s'assurer que les produits ne se gâtent pas).

Question 6 : Pourquoi le champ d'application actuel des travaux de transformation alimentaire admissibles est-il si limité, alors que des pénuries de main-d'œuvre existent dans l'ensemble du secteur de la transformation des aliments et des boissons?

Réponse 6 : Bien que l'information sur le marché du travail montre qu'il existe des pénuries de main-d'œuvre dans le secteur de la transformation alimentaire au sens large, y compris dans les secteurs de la transformation de la viande, la justification pour laquelle des professions supplémentaires ne sont pas incluses dans le nouveau volet proposé est que ces postes fonctionnent généralement à l'année avec des horaires multiples, offrent un salaire plus élevé et produisent des produits prêts à être commercialisés avec des technologies de production de masse. Ces caractéristiques diffèrent généralement du travail saisonnier de transformation du poisson et des fruits de mer. D'autres voies d'immigration sont également disponibles pour aider ces secteurs à embaucher et à maintenir leur main-d'œuvre, notamment le Programme pilote sur l'agroalimentaire, les programmes de candidats des provinces et les programmes d'immigration du Québec.

Par ailleurs, dans le cas des niveaux plus raffinés des travaux de transformation des fruits et légumes (c.-à-d. la préparation d'entrées et de plats d'accompagnement surgelés comprenant plusieurs ingrédients), l'assujettissement à des contraintes de temps quant à l'exécution des travaux est généralement moindre, ce qui rend ces secteurs moins dépendants de l'embauche de travailleurs étrangers temporaires pour remédier à leurs pénuries de main-d'œuvre.